

Au **CLAIR** de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire

AIR FRANCE

les salarié-e-s en colère...



face aux chiens de garde unanimes



solidarité de classe !



Kurdistan



**Campagne
contre les
armes
robotiques**



Impérialisme chinois



**Grèce, Volkswagen, camp antinucléaire à Bure,
mobilisation contre la réforme des collèges...**

FRANCE

Soutenons les salarié-e-s d'Air France contre les licenciements et contre les poursuites judiciaires



Le 5 octobre, jusqu'à 3000 salarié-e-s d'Air France, de tous corps de métiers, ont fait irruption dans le comité central d'entreprise se tenant ce jour-là, avec à l'ordre du jour l'annonce d'un nouveau plan de régression salariale nommé « Perform ». 3000 salarié-e-s, c'est à peu près également le plan de suppression d'emplois corrélé avec Perform qui prévoyait même de devoir recourir aux licenciements secs. Dans quel but ? Faire face à la concurrence, préparer à faire face au processus de dérégulation que l'État – actionnaire « moral » d'Air France – et par conséquent le gouvernement orchestre au niveau de l'UE. Tandis que chez nos voisins européens les droits sociaux des travailleurs/euses de l'aérien en font une main-d'œuvre bon marché, la compagnie française compte bien rattraper son retard en augmentant le taux d'exploitation de ceux qui restent : car les suppressions de

postes ne sont pas des suppressions de travaux, ils seront redistribués à celles et ceux qui restent (de 100h à 400h pour des personnel-le-s navigants commerciaux).

Les médias se sont faits les relais d'une condamnation moraliste d'un événement qui n'était en fait que la répétition d'une précédente interruption du CCE. C'était en février 2012 où les dirigeant-e-s s'étaient retrouvé-e-s coincé-e-s face aux salarié-e-s en colère à l'annonce du plan Transform, une première monture de régression salariale. Hanté par ce souvenir et prévenu par des bureaucrates syndicaux « bienveillants » (envers le patronat...), ils décidèrent de prendre fuite avant que les salarié-e-s, conscient-e-s de l'entourloupe, les rattrapent, cherchent à les retenir, les agrippent... et déchirent une ou deux chemises. Tandis qu'aucun coup n'a été porté sur qui que ce soit, les médias ont usé d'images ambiguës en les sur-

jouant. Mais surtout, il y a eu les jours suivants l'arrestation de plusieurs salarié-e-s, cueillis au petit matin comme des criminels.

Dans ces conditions, il n'est pas normal que les directions syndicales en appellent à la reprise du « dialogue social » qui est pensé par les gouvernements successifs comme un instrument favorisant la « paix sociale ». Collaborer dans ces démarches amène logiquement à ne plus soutenir les salarié-e-s qui ne font qu'exprimer une colère légitime. On parle de « violence » pour mieux oublier la violence sociale et la précarité économique qui seront subies par celles et ceux laissé-e-s sur le bas coté : chômage, paupérisation, décomposition familiale, isolement, dépression, suicide... Et il faudrait pleurer pour une chemise ?

L'intersyndicale d'Air France appelle à un rassemblement devant l'assemblée nationale le jeudi 22 octobre à 13h.

Il est important d'y exprimer tout notre soutien aux salariés poursuivis par la justice de classe tout comme aux salarié-e-s d'Air France en général pour la sauvegarde de leurs postes et de leurs conditions de travail.

Les salarié-e-s d'Air France et leurs syndicats doivent se préparer à une grève reconductible pour

obtenir le retrait du plan Perform. C'est la « violence » que redoutent le plus les capitalistes, celle qui remet en cause le contrôle de leurs entreprises, tout comme celui qu'ils exercent sur nos vies. Ils faut qu'ils aient peur pour leurs ressources financières colossales, voire de se retrouver dépouiller de leurs entreprises, de leur pouvoir... c'est bien

ce que nous voulons leur prendre ! Par la reconstruction du mouvement ouvrier, nous ne nous contenterons pas simplement d'arracher les chemises de nos exploiters : nous les mettrons à poils !

Laury Krickhahn,

21 octobre 2015

FRANCE

Après la manifestation du 16 octobre dans l'enseignement supérieur et la recherche, s'opposer à l'université austéritaire et concurrentielle, rompre avec l'université capitaliste



Vendredi 16 octobre 2015, sous l'impulsion du collectif « Sciences en Marche » rejoint par l'UNEF, Solidaire Étudiant-e-s, la FAGE et quelques syndicats de personnel, des manifestations regroupant quelques milliers de personnes ont eu lieu dans toute la France (entre 1000 et 2000 à Paris).

En effet, depuis maintenant plusieurs décennies, des dizaines de réformes réduisent le finance-

ment public de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) et instaurent la concurrence à tous les niveaux. Les conditions de travail pour les étudiant-e-s et le personnel se dégradent donc jour après jour. Amphis et TD surchargés, étudiant-e-s empêché-e-s de s'inscrire, enseignements sans moyens, gel du nombre de postes de fonctionnaire, nombre toujours croissant de postes précaires, évapo-

ration des financements pérennes pour la recherche au profit de financements sur projets ne durant que quelques années... La situation dans l'ESR est, rentrée après rentrée, toujours plus catastrophique.

Malgré leurs beaux discours, les gouvernements capitalistes successifs font tous de l'enseignement supérieur une usine à reproduire la main-d'œuvre diplômée nécessaire à l'exploitation. En accen-

tuant la formation à deux vitesses, avec toujours plus de sélection et de mise en concurrence, cet enseignement accentue toujours plus les inégalités sociales. Ils traitent la recherche scientifique comme une machine à produire des applications technologiques rentables et, pour les sciences humaines, à justifier idéologiquement la barbarie capitaliste. Les travailleur-e-s de l'ESR et les étudiant-e-s ont donc intérêt à formuler collectivement des revendications en rupture avec cette organisation aliénante du travail scientifique et pédagogique. La cure d'austérité et la mise au pas de l'ESR poussent certain-e-s de nos collègues et de nos camarades à se radicaliser. C'est l'occasion d'imaginer d'autres formes d'organisation pour l'ESR, une autre université, ouverte, populaire, émancipatrice, sous le contrôle des travailleur-e-s.

Un mouvement qui reste à construire

L'initiative du collectif, cherchant à reproduire la marche du 17 octobre 2014, doit être saluée malgré le manque de prise avec la conscience des travailleur-e-s. « Sciences en Marche » est un mouvement très hétérogène, mêlant des revendications de rupture avec le système en place et des demandes de plus de financement pour relancer le capitalisme par la recherche et l'innovation. Les revendications pour cette manifestation étaient :

1. Des créations d'emplois (enseignant-e-s, chercheur/se-s, ingénieur-e-s, technicien-ne-s et administratif/ve-s) pour résorber la précarité et répondre aux besoins des établissements.
2. Une amélioration des salaires et des conditions de

travail, ainsi que le dégel du point d'indice des fonctionnaires.

3. Une augmentation substantielle des dotations d'État aux laboratoires et établissements d'enseignement supérieur pour améliorer les conditions de travail et d'étude.
4. Le refus de toute sélection à l'entrée de la licence, et un investissement pour l'accueil et de la réussite des étudiant-e-s.
5. Une meilleure reconnaissance des diplômes universitaires, et en particulier du doctorat, au sein des fonctions publiques et des entreprises.

L'appel a été signé par Sntsr-CGT, Snesup-FSU, Sncs-FSU, Snasub-FSU, Snep-FSU, Sgen-CFDT, Sgen-CFDT Recherche EPST, SNPTES, Sup'Recherche-UNSA, UNSA ITRF-BI-O, SUD Recherche EPST, Sciences en Marche, UNEF, Solidaires Etudiant-e-s, FAGE.

Malheureusement, cette mobilisation a été moins préparée que l'an dernier et les travailleuses et travailleurs de l'ESR ne s'y sont pas reconnu-e-s. Les cortèges des personnels des universités étaient clairsemés, et peu d'animateurs et d'animatrices de l'association étaient présent-e-s.

Du côté des étudiant-e-s

L'UNEF a rejoint cette initiative en dénonçant les amphithéâtres pleins et le manque de moyens pour les étudiant-e-s (voir le tumblr « MaSalleDeCoursVaCraquer »). S'en est suivie l'adhésion au mouvement de Solidaires Étudiant-e-s apportant de la radicalité :

« Nous demandons l'arrêt complet de toute logique capitaliste, soumise aux intérêts privés et au jeu de la concurrence effrénée dans le monde de la recherche. [...] Nous exigeons également la titularisation de tou-te-s les salarié-e-s de l'ESR, une revalorisation massive des revenus des personnels et refusons que leurs emplois soient remplacés par une main-d'œuvre étudiante malléable : de leurs conditions de travail dépendent nos conditions d'études ! La précarité étudiante doit disparaître, pas en nourrir une autre ! »

Grâce à l'implication des étudiant-e-s, la manifestation a pu regrouper des milliers de personnes sur toute la France. Ce sont elles et eux qui ont animé et constitué la mobilisation.

Que faire ?

La construction du mouvement de masse est compliquée tant l'ensemble des travailleur-e-s sont submergés par le poids de l'exploitation capitaliste sur leur vie, tant les conditions d'étude que connaissent les étudiant-e-s sont infernales. Mais il n'y a pas de fatalité ! Toutes et tous, étudiant-e-s, précaires, personnels des universités, nous pouvons participer à la construction de ce mouvement. Pour cela, impulsons des cadres d'auto-organisation (des AG dans nos labos, nos établissements) qui sont indispensables pour que toutes et tous nous prenions en main les revendications réelles et radicales qui s'imposent. En particulier, revendiquons :

- la titularisation de tous les précaires et, à l'avenir, l'embauche uniquement sur le statut de la fonction publique ;
- une université uniquement publique pour une recherche indépendante et de qualité ;

- le rétablissement intégral du cadre national des diplômes, et donc l’abrogation du système LMD ;
- des moyens pour l’enseignement, des salles de cours à effectifs limités, un cadre d’étude agréable et ouvert à toutes et tous.

Mais aussi :

- le retrait du projet de loi Fioraso ;
- l’abrogation de la LRU et du Pacte de la recherche.

La jonction du mouvement étudiant et des personnels est une né-

cessité : il faut continuer dans cette voie. Nous ne gagnerons pas seuls, il faut regrouper étudiant-e-s et personnels, et bien plus loin encore. L’UNEF et l’UNL ont le mot d’ordre commun « Ma salle de cours va craquer » : on voit que les mêmes problèmes se retrouvent de la maternelle à l’université, c’est en organisant la convergence des luttes qu’on pourra peser dans le rapport de forces. Dans un premier temps, nous pouvons aussi faire la jonction avec les salarié-e-s des grands groupes capitalistes qui mènent des activités de recherche scientifique, par exemple les multinationales du secteur pharmaceutique.

- **Des moyens pour un service public de qualité dans l’enseignement et la recherche !**
- **Contre les journées d’action sans lendemain, auto-organisation des travailleur-e-s et des étudiant-e-s et convergence des luttes !**
- **À l’encontre de l’université capitaliste qui reproduit la main-d’œuvre à exploiter et qui justifie le système, luttons pour l’université ouverte, populaire, émancipatrice et autogestionnaire !**

Lakhdar Bouazizi ; Lucas Battin,
19 octobre 2015

FRANCE

Quelles suites après la manifestation réussie contre la réforme du collège ?



L’intersyndicale appelait à une manifestation centrale à Paris ce samedi 10 octobre pour entraîner les parents d’élèves aux côtés des profs, près une journée de grève qui avait mobilisé un tiers des enseignant-e-s des collèges publics

le 17 septembre malgré la coupure des vacances. On a compté environ 15 000 manifestant-e-s qui défilaient très majoritairement pour l’abrogation de la réforme du collège. C’est un signe encourageant face à cette réforme inacceptable

qui dégrade les conditions de travail des enseignantEs et renforce les inégalités entre les élèves. Mais le gouvernement a déjà démontré qu’il était prêt à passer en force, notamment quand il a publié le décret de la réforme au lendemain de la

grève du 19 mai, alors que le taux de grévistes dépassait 50%.

Dans ces conditions, seule une grève dure, reconductible peut faire plier le gouvernement et obtenir l'abrogation de la réforme. C'est ce mode d'action que nous devons populariser; mais pour qu'il soit adopté par une majorité d'enseignant-e-s, il faut un plan de bataille pour étendre la mobilisation. Or les conditions sont réunies pour mobiliser l'ensemble des travailleur-e-s de l'Éducation Nationale, depuis la maternelle jusqu'au lycée. En effet, la réforme du collège fait partie d'un programme cohérent d'attaques du gouvernement PS contre les conditions de travail et d'étude dans l'Éducation Nationale : la loi de « refondation de l'école » (2013); la réforme des rythmes scolaires (2013-2014); la réforme « Peillon-Hamon » du temps de travail des enseignantEs (2014-2015); la réforme des pro-

grammes qui se dessine à l'horizon 2016.

Une mobilisation massive dans l'Éducation Nationale déclencherait sans doute une onde de choc dans le reste de la fonction publique, où les effets de la politique gouvernementale ne sont pas moins violents. Elle constituerait un point de ralliement pour les luttes éparses, dans le secteur privé, contre les licenciements et les ravages de la crise.

Aujourd'hui, nous pouvons utiliser la réussite de la manifestation pour pousser nos structures syndicales à élargir la mobilisation et faire converger les luttes. En même temps, nous devons continuer à organiser des réunions d'information, des AG d'établissement ou de ville, etc. De cette manière, si la mobilisation contre la réforme prend de l'ampleur et que les directions syndicales tentent de la canaliser, les travailleur-e-s disposeront

des structures d'auto-organisation qui leur permettront de diriger eux-mêmes leur lutte. C'est une condition indispensable pour que leur combat puisse être mené jusqu'à la victoire.

C'est à ces tâches que nous essayerons d'oeuvrer dans les semaines à venir avec les militantEs et les collègues de toutes tendances, conscientEs qu'une défaite sur la réforme du collège et les statuts provoquerait un changement profond des conditions de travail pour les profs et d'enseignement pour les élèves. Nous le ferons à tous les niveaux, dans nos syndicats et nos établissements, en cherchant à regrouper et à organiser la volonté majoritaire d'un retrait de la réforme du collège pour lui permettre de triompher. Rien n'est joué, mettons la main à l'ouvrage !

Lakhdar Bouazizi,

11 octobre 2015

FRANCE

Marche de la dignité 31 octobre



Tu marcheras pour tou-te-s les mort-e-s pour rien, tué-e-s lâchement d'une balle dans le dos, tabassé-e-s à mort ou jeté-e-s dans un fleuve.

Tu marcheras pour la dignité humaine, pour croire encore que tu as le droit d'y croire.

Tu marcheras pour tous les

opprimé-e-s, les discriminé-e-s ou méprisé-e-s, parce qu'ils/elles ne portent pas le nom qu'il faudrait porter, ou parce qu'ils/elles n'auraient pas « la bonne couleur de peau » ou parce qu'ils/elles n'habiteraient pas le bon quartier...

Tu marcheras pour les Arabes, les Africain-e-s, les Roms, ceux/celles qui aujourd'hui trinquent plus que les autres parce que désigné-e-s comme les boucs émissaires de notre triste époque. Tu marcheras pour les histoires du passé qu'on a si longtemps préféré ignorer au détriment d'autres histoires, comme si une hiérarchie devait prévaloir.

Tu marcheras pour croire qu'il est possible de changer les choses, de débattre en toute franchise, sans

hypocrisie, pour aller de l'avant et ouvrir un autre champ des possibles.

Tu marcheras en espérant qu'un jour ceux qui ont tué gratuitement, lâchement, animés par la haine, soient jugés au même titre que d'autres, et qu'on cesse de leur trouver des excuses sous prétexte qu'ils seraient des hommes « assermentés ».

Tu marcheras pour que la loi qu'on dit applicable à tous, le soit enfin, sans faire de la loi une justice à deux niveaux.

Tu marcheras pour la dignité de ton père, Algérien, cuisinier de profession, mort à 49 ans, qui s'est tenu droit comme il a pu, arrivé en France à l'âge de 20 ans.

Tu marcheras pour la dignité

de ta mère, Française, ouvrière en usine puis vendeuse de lingerie au Printemps, venue de son bourg de Picardie pour trouver de quoi mieux vivre à Paris, qui se foutait des sales pensées des uns ou des

autres parce qu'elle vivait avec un Algérien.

Tu marcheras pour tous les couples mixtes, tous ceux qui se sont aimés au-delà de ce qu'on nomme « les différences ».

Tu marcheras pour dire oui à la dignité, à la dignité de tou-te-s, oui.

Malika Charles,

27 octobre 2015

FRANCE

Victoire des grévistes de l'hôtel W Paris Opéra !



Ce mercredi 22 octobre, les grévistes de l'hôtel de luxe « cinq étoiles » W Paris Opéra (groupe Starwood) ont gagné après 23 jours d'une lutte active et déterminée¹. Ils/elles ont montré la voie en se lançant dans une grève offensive :

- Pour leur salaire ;
- Pour un CDI ;
- Pour l'internalisation, c'est-à-dire le fait d'être embauchés directement par Starwood plutôt que par le sous-traitant « Luxe et tradition ».

Au terme d'une grève « cinq étoiles », ils ont obtenu satisfaction sur la plupart de leurs revendications, avec la transformation des

CDD en CDI et une augmentation de pouvoir d'achat de plus de 180 euros mensuels. En plus, ils/elles ne devront subir aucune perte de salaire pour leurs 23 jours de grève. À l'avenir, ils/elles seront protégés par la suppression temporaire de leur clause de mobilité, puis par son encadrement. En revanche, Starwood n'a pas cédé sur l'internalisation : à terme, la direction de l'hôtel pourra donc peut-être demander au sous-traitant de muter les grévistes pour essayer de briser la très forte solidarité née de la grève.

Les grévistes ont montré leur volonté de continuer le combat en maintenant le rassemblement prévu jeudi 23 octobre devant l'hô-

tel Prince de Galles, fleuron du groupe Starwood. Ils/elles ont ensuite rejoint le rassemblement de soutien aux travailleur-e-s d'Air France en lutte contre les licenciements², traversant Paris en cortège aux cris de « So-so-so, solidarité » et de « On a gagné ! » et en chantant « Tomber la chemise ».

Organisé-e-s dans la CGT des Hôtels de prestige et économiques, syndicat combatif, fort-e-s de leur expérience d'une grève victorieuse, les grévistes ont intérêt à poursuivre et étendre leur lutte à l'avenir. Ils/elles ont gagné le respect de leurs collègues exploité-e-s par Starwood, et peuvent les entraîner dans une lutte plus large pour le

respect et la dignité, de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail avec un CDI et l'internalisation pour tou-te-s. Ils/elles peuvent aussi participer aux luttes de leurs frères et sœurs de classe contre les salaires de misère et les licenciements : pour que l'exploitation cesse, c'est toute la société

qu'il faut changer, c'est tou-te-s ensemble qu'il faut lutter !

- **Ce n'est qu'un début, continuons le combat !**
- **Solidarité des travailleur-e-s, offensive de classe contre le capitalisme !**
- **Échelle mobile des salaires,**

interdiction des licenciements et partage du temps de travail !

- **Expropriation des grands groupes capitalistes sous le contrôle des travailleur-e-s !**

Lakhdar Bouazizi,

24 octobre 2015

FRANCE

Chroniques de la Blanchisserie I : Interview de W., ouvrier précaire



W., ouvrier dans une entreprise publique de blanchisserie, a accepté de répondre à nos questions. Cet entretien est le premier d'une série de reportages sur les conditions de travail, les expériences et l'état d'esprit des ouvrier/ère-s dans cette boîte qui a la particularité d'employer de nombreux-ses travailleur-e-s handicapé-e-s, de recourir fréquemment à des contrats aidés qui lui permettent de réduire le coût du travail, et de se trouver à la frontière de l'industrie d'État et de l'industrie privée. Une plongée dans un secteur du capitalisme où les travailleur-e-s, malgré leurs divisions, ont déjà conscience de leur capacité à organiser eux-mêmes la production...

Bienvenue à la Blanchisserie...

Que produit ton entreprise ou quels services vend-elle ?

Je bosse dans une blanchisserie qui nettoie le linge pour les établissements hospitaliers de la région (hôpitaux et maisons de retraite publics). Le linge est facturé au poids aux établissements hospitaliers. Par exemple, 1kg de drap est facturé environ 1€30.

Il y a d'autres boîtes du même secteur dans la région ?

Non, il n'existe pas d'autre blanchisserie inter-hospitalière (BIH) dans la région, parce que la mienne travaille à elle seule pour plus de 30 établissements dans la

région et que les plus grands hôpitaux qui ne dépendent pas d'elle ont leur propre blanchisserie.

Combien de salariés travaillent dans ton entreprise ? Quelle est la proportion d'hommes et de femmes, de Français et d'immigrés ?

Plus de 70 personnes travaillent à la BIH (hors intérimaires). La proportion de femmes est de 80%. Celle des immigrés est quasi nulle, hormis parmi les intérimaires (il y a une dizaine d'intérimaires qui travaillent épisodiquement pour la BIH). Mais la BIH travaille également en sous-traitance avec un ESAT qui « fournit » environ 40 travailleurs handicapés.

Combien y a-t-il d'intérimaires, de salariés à temps partiel et à plein temps ?

Il y a une dizaine de CUI (contrats uniques d'insertion) à 75%, soit 26h/semaine ; une dizaine d'intérimaires (leurs nombres d'heures varient toutes les semaines puisqu'ils sont sollicités au coup par coup, au jour le jour même en fonction des besoins liés aux absences des salariés etc.) ; et 3 CDD (à temps plein).

La direction utilise quels critères pour l'embauche ?

Il n'y a pas de critères d'embauche. Il y a une période d'essai d'1 mois. Si on convient on est gardé, sinon on part.

Ton entreprise reçoit-elle des subventions de la région ou de l'Etat ?

La blanchisserie travaille pour les établissements hospitaliers publics. Elle est donc dépendante de l'argent public. Mais elle vend son linge, ses prestations aux établissements. Elle fonctionne donc comme une entreprise privée qui doit faire du profit.

Depuis combien de temps travailles-tu dans cette entreprise ? Depuis combien de temps existe-t-elle ? Quelle est la pyramide des âges dans la boîte ?

Je suis en CUI depuis janvier 2015. La BIH existe depuis 30 ans. Je ne connais pas la pyramide des âges dans le détail. Mais la moyenne d'âge se situe autour de 40 ans.

As-tu déjà travaillé dans une entreprise de la même branche ? Qu'en est-il de tes collègues ? Quels métiers as-tu exercés auparavant ? Quels métiers ont exercés tes collègues ?

Je n'avais jamais travaillé dans une entreprise comme celle-ci. Certains collègues ont presque toujours travaillé à la BIH. Beaucoup sont des ouvriers qui ont travaillé

en usine auparavant et ont subi un licenciement. D'autres, comme moi, viennent d'horizons complètement différents et variés.

Pourquoi as-tu choisi cette entreprise ?

En fait, j'ai choisi un CUI. A 52 ans, je pouvais prétendre à un CUI. Je voulais un temps partiel parce que j'ai d'autres activités à côté. Je voulais un boulot qui ne demande pas de qualification. J'ai des compétences dans d'autres métiers, mais ne souhaite plus exercer ces métiers. J'ai donc cherché un CUI qui pouvait me correspondre. En choisissant celui-ci je pensais qu'il y aurait plus de logistique à faire et que mes compétences en informatique auraient pu me servir. Mais en fait, il s'agissait d'un boulot d'ouvrier de production. Il a fallu que je m'adapte.

Qu'est-ce que tu apprécies, de façon générale, dans ton travail, et qu'est-ce que tu détestes ?

J'apprécie le fait que ce soit un travail utile : sans ce travail, les établissements hospitaliers n'auraient tout simplement pas de linge... Le fait qu'il soit physique mais pas trop (à mon avis). Le fait que je puisse être autonome et tranquille à mon poste, car j'ai réussi à instaurer un bon climat de confiance avec les chefs d'ateliers et autres référents. Je déteste les cadres, leur organisation et leur incompétence. Je déteste le fait que les ouvriers ne puissent pas travailler sans cette équipe de direction alors qu'ils ont toutes les capacités pour le faire.

L'organisation du travail

Comment le travail est-il organisé au niveau du temps : horaires administratifs, travail en équipes, etc. ?

La BIH travaille en 2/8 (5h30-12h30 - 12h30-19h30) et en journée (8h30-16h). Il y a donc 3 équipes qui travaillent dans l'entreprise.

Dans quel atelier ou service travailles-tu ?

Dans l'atelier de production.

Quelles sont les opérations que tu effectues à ton poste ?

Je travaille au secteur « Grand Plat ». C'est-à-dire le secteur qui traite les grands linges : les draps, les alèses et les grands draps double place. Mon travail, à la base, consiste à « engager » le linge dans une machine qui va ensuite les sécher, les plier, les empiler puis les filmer par paquets de 10. Il faut donc engager le linge dans une première machine qui « aspire » le drap sur des sortes de tapis. Il faut donc engager un maximum de linge (on doit pouvoir engager environ 300 draps par personne et par heure). Mais il faut aussi surveiller la machine tout le temps. Des bourrages sont très fréquents. Il faut aussi trier le linge, car il y a d'autres catégories de linges qui arrivent mélangés aux draps et alèses. Il faut donc gérer des chariots que l'on remplit en permanence avec d'autres linges. Il faut nettoyer régulièrement le poste de travail. Il faut également ranger les paquets de linge (un paquet de drap pèse environ 7kg). Il faut les ranger dans des navettes que l'on remplit avec 20 paquets et que l'on déplace dans l'atelier de distribution. Il faut également remplir des navettes pour les employés de la distribution (la distribution gère les commandes des établissements et prépare les navettes qui seront chargées dans les camions).

Quelles sont les compétences requises pour exercer ton métier ?

Il faut être résistant. Organisé. Prudent. Savoir anticiper. Apprendre le fonctionnement des machines. Plus on fait tout ça, plus le travail est intéressant.

Qui est ton supérieur hiérarchique direct ?

Le chef d'atelier. Le chef d'ate-

lier est le référent de tous les secteurs. Le grand plat n'a pas de référent spécifique, alors que la distribution a un référent propre par exemple.

Selon toi, qui organise le travail dans ton atelier, ton département, ton entreprise ?

Il y a un responsable d'entreprise, un directeur de production assisté de 2 responsables de production (équipe de cadres) et de 2 chefs d'atelier ainsi que de référents par secteur (lavage, vêtement professionnels, etc.). Il y a également un responsable de la sécurité au travail. L'équipe de maintenance est composée de 5 « mécanos » dont un responsable.

L'organisation du boulot est-elle cohérente, chaotique ou absurde ? Pourquoi ?

L'organisation est cohérente sauf pour les postes de responsable de production et directeur de production. C'est-à-dire qu'elle est cohérente au niveau des chefs d'ateliers et de secteurs car ce sont tous des ouvriers qui travaillent réellement. Au-dessus, les personnes ne savent pas du tout comment faire fonctionner l'entreprise.

Alors, pourquoi y a-t-il des directeurs, des contremaîtres et des cadres ?

La question reste posée. Les ouvriers se la posent tous les jours.

Quels sont les problèmes les plus fréquents dans l'organisation du travail ?

Des problèmes liés aux absences de personnels. Ces absences sont toujours mal gérées. Problème d'emploi du temps affiché seulement une semaine à l'avance ! Problème de management. Problèmes aussi liés à la maintenance des machines. Elles tombent souvent en panne parce que les mécanos font plus de l'entretien que de la prévention. Ils interviennent au coup par coup. La gestion des commandes de pièces est nulle.

Est-ce que tu as l'impression de bien maîtriser le fonctionnement des machines du « grand plat » ? Tu aimes bien travailler avec ces machines ?

Oui, au « grand plat », je suis devenu autonome. Et sur d'autres postes également. Ça ne me dérange pas de travailler avec ces machines, mais certaines me paraissent inutiles ou mal adaptées.

Qui contrôle ton boulot ? comment ? pourquoi ?

Les chefs d'ateliers et le directeur de production.

Quels sont les critères d'évaluation de ta productivité ?

On doit produire une certaine quantité de linge par jour, en moyenne. Il faut s'y tenir. Si à la fin de la semaine il n'y a pas le quotas de linge (si les établissements ne sont pas suffisamment livrés), la direction demande, sur la base du volontariat, aux salariés de venir travailler le samedi. Normalement tout rentre dans l'ordre toutes les semaines. Mais c'est toujours à flux tendu en fait.

Que se passe-t-il quand tu commets des erreurs ou que tu n'obéis pas aux ordres ?

Je peux être convoqué par le directeur. Ça m'est arrivé, mais pas pour des erreurs, mais pour des histoires de relations avec des collègues qui me cherchaient des embrouilles.

Tu arrives à contourner les contrôles ?

Je n'en ai pas vraiment besoin. Tant que je fais mon boulot, on me fiche la paix. Donc, je fais mon boulot correctement et je suis tranquille et le temps passe plus vite et je peux discuter davantage avec mes collègues.

Souhaites-tu y travailler longtemps ? Qu'en est-il de tes collègues ?

Je souhaite pouvoir reconduire mon CUI si possible déjà. Après, on verra. Tous les collègues sou-

haitent y rester. C'est tellement difficile de trouver un boulot aujourd'hui. C'est ce qu'ils me disent.

Qualification et salaire

Quelles étaient ta formation professionnelle et tes qualifications avant d'entrer dans l'entreprise ?

J'ai exercé de nombreux métiers qui n'ont aucun rapport avec ce boulot. Comme je l'ai dit, il me fallait un boulot. Le CUI était une des seules possibilités pour moi, compte tenu de mon âge.

Disposais-tu de la qualification requise pour ton boulot ou as-tu appris sur le tas ?

J'ai appris sur le tas. Comme tout le monde en fait. La formation ne vient qu'après, en interne.

Y a-t-il une formation maison pour qualifier les salariés et combien de temps dure-t-elle ?

Il est possible de passer le CAP en blanchisserie industrielle, qui ne sert absolument à rien puisqu'il ne permet même pas d'obtenir un échelon sur la grille de salaire. C'est plus pour pouvoir faire faire certaines tâches à ceux qui l'obtiennent. Mais certains employés, même après plus de 10 ans de boîte ne l'ont pas et font toutes les tâches dans l'entreprise.

Combien gagnes-tu ?

Je suis au SMIC à 75%. Donc, je touche moins de 900€/mois pour 26h/semaine.

Tous tes collègues touchent-ils le même salaire ?

Tous les collègues commencent au SMIC. L'ancienneté fait varier les salaires, ainsi que quelques postes plus pénibles qui font gagner quelques euros par mois en plus.

Existe-t-il une grille des salaires ? Comment sont-ils fixés ?

Oui, c'est la grille de salaire fixée par la convention collective

des établissements publics hospitaliers.

Quels sont les moyens d'obtenir une augmentation dans l'entreprise ?

Aucun, à part l'ancienneté.

Ton salaire dépend-il de ta productivité ?

Non.

Reçois-tu une rémunération supplémentaire pour certains horaires (de nuit, le week-end, etc.) ?

Oui, la demie-heure de 5h30 à 6h du matin est comptée en heure de nuit.

Que pensent tes collègues des salaires dans l'entreprise ?

Tout le monde s'en contente, sans plus. Tout le monde pense qu'il pourrait être plus payé.

L'entraide et la coopération dans le travail

Travailles-tu en coopération avec d'autres salariés ? Comment se déroule cette coopération ?

Oui. Nous sommes 3 ou 4 au même poste. Nous devons tout gérer au « Grand plat » par exemple de l'engagement des draps au rangement des paquets, en passant par la surveillance des machines. Tout se fait ensemble. On s'organise. En fonction des collègues c'est plus ou moins facile. Mais dans l'ensemble, ça se passe bien. Comme je suis quelqu'un qui aime prendre des initiatives, pour rendre le boulot plus intéressant et moins rébarbatif, on me fiche la paix plus facilement et je me débrouille.

As-tu des contacts avec d'autres ateliers ou départements de l'entreprise ?

Oui, tout le temps.

Ces contacts sont-ils importants pour ton activité ?

Oui, ils permettent de bien comprendre l'ensemble du fonctionnement de l'entreprise. Et ils

permettent aussi de ne pas s'isoler. De toutes façons, tout le monde tourne sur les différents postes. C'est une des règles de l'entreprise.

Comment trouves-tu les informations nécessaires pour ton travail ?

En parlant avec les collègues. En demandant. En essayant et en me plantant. Comme tout le monde. Il n'y a aucune formation à proprement parler.

C'est la bonne ambiance, dis-donc, dans ta boîte...

Il y a aussi des problèmes de rapports de personnes. Les conflits sont fréquents entre ouvriers. Jalousie, querelles mesquines et rien n'est fait pour arranger les choses. Pas de discussions. Beaucoup d'engueulades.

Qu'est-ce qui détermine les cadences ? Quels sont les facteurs qui t'obligent à travailler plus vite ?

L'approvisionnement des établissements en linge. Les établissements hospitaliers « passent commande » tous le sjours à la BIH, service par service. La BIH doit donc produire le linge propre nécessaire, demandé.

Il peut y avoir des « coups de bourre ». Par exemple, une machine tombée en panne peut retarder le travail et il faut donc « récupérer » le temps perdu. Des absences de salariés pour cause de maladie ou autre obligent à produire la même quantité de linge avec un nombre plus petit d'ouvriers.

As-tu le temps de discuter avec tes collègues pendant le boulot ?

Oui. Il est possible de travailler en discutant. Rien ne l'interdit formellement, tant que le travail est fait. Le bruit, même assez important, n'empêche pas de parler.

Comment rends-tu ton boulot moins pénible et comment t'aménages-tu des pauses non

programmées par le patron ?

En discutant avec les collègues le temps passe plus vite et l'ambiance est plus agréable. On peut aller aux toilettes et du coup s'accorder des petites pauses. On peut également se déplacer dans les ateliers tout en travaillant, par exemple en déplaçant des chariots etc., ce qui permet de casser la monotonie d'un poste répétitif.

Ton travail est-il stressant et pourquoi ? Comment te sens-tu à la fin de la journée ?

Le travail n'est pas stressant en lui même. C'est plutôt l'ambiance qui peut l'être. En fonction des équipes, des personnels plus ou moins sympas etc. A la fin de la journée je ressens surtout une grande fatigue physique. Le boulot est physique. Sept heures d'affilée, c'est long.

Existe-t-il un comité d'entreprise ou un Comité hygiène et sécurité ? Que font-ils ?

Oui. Ils vérifient la dangerosité des machines, la pénibilité des postes de travail.

Quels sont les syndicats présents dans l'entreprise ? Que font-ils ?

Il n'y en a pas. Normalement ce sont les syndicats hospitaliers qui devraient intervenir. Mais ils ne le font pas et dans l'entreprise personne ne veut prendre cette responsabilité.

Que penses-tu et que pensent tes collègues des syndicats et du comité d'entreprise ?

Ils pensent qu'ils ne servent à rien. Ils préfèrent tous se débrouiller individuellement. Ils pensent que c'est la meilleure solution, même s'ils savent que ça ne suffit pas. Ils ne savent pas vraiment quoi faire d'autre.

Qu'attends-tu des délégués du personnel, du CHS et du comité d'entreprise ?

Les responsables du personnel

sont 1 responsable de production et 1 responsable de secteur. Ils ne font rien pour les ouvriers eux-mêmes en fait. Ils sont plus proches de la direction qu'autre chose. Bref, d'un point de vue militant, tout reste à faire et c'est bien ce qu'on va essayer...

Pour toi, militant révolutionnaire, comment conçois-tu ton intervention dans ta boîte aujourd'hui ?

Depuis des mois mon intervention se résume à discuter. Discuter pour se faire accepter d'abord, créer un climat de confiance (toute discussion est compliquée dès qu'elle sort des cadres habituels : télévision, famille, petits tracas du quotidien etc.) ; discuter pour comprendre les motivations, les centres d'intérêts, les aspirations et le par-

cours de chacun-e ; discuter pour essayer de connaître l'analyse que chacun-e a de la situation de l'entreprise et ce qu'il serait possible de faire pour la changer.

Dans une telle entreprise, où il y n'y ni syndicat, ni réel comité d'entreprise et où la conscience de classe et politique est au degré zéro, selon moi, la seule possibilité est que les ouvriers puissent s'auto-organiser et remettre en cause l'autorité des cadres et des dirigeants. Au-delà d'une simple critique verbale, au-delà du simple fait de râler.

Ca n'est pas simple, car il ne faut ni passer pour un donneur de leçon, ni juste pour un perturbateur ou un agitateur, ni créer de faux espoirs. Il faut laisser venir les gens à une prise de conscience de leur situation et de leur potentiel.

C'est pourquoi je souhaite parler dans les prochains épisodes de cette chronique, des témoignages que j'ai pu recueillir après avoir pu discuter avec tel ou tel ouvrier. Ça demande du temps, beaucoup de temps. Petit à petit les gens se livrent et il devient possible alors d'envisager des discussions plus avancées sur le « que faire ? ». Mais, cela n'a de sens que dans le cadre d'une menace pour les emplois. Dans un très proche futur (fin 2016), une partie des emplois de la blanchisserie est menacée. Et à moyen terme, la question de la privatisation sera posée. Les discussions engagées aujourd'hui pourront servir pour les mois à venir donc.

W., ouvrier précaire,
23 octobre 2015

ÉCOLOGIE

COP 21... ou Comm' 21 ?



Alors que la Conférence sur le climat se rapproche (30 novembre-11 décembre), le gouvernement intensifie sa communication sur l'événement. Officiellement, il s'agit de stimuler la "participation de la société civile", terme hypo-

crite qui englobe "citoyens, entreprises, territoires."

Mais il s'agit avant tout pour le PS de tirer parti au maximum de cet événement pour se donner une image "écologique". Au total, le budget comm' est de 11 millions d'euros,

sur un budget total de 187 millions. Les "bourgeois verts" n'ont pas peur du ridicule, jusqu'à balader des animaux fluo en plastique et appeler cela "Arche de Noé XXI"¹. De quoi essayer de faire oublier que le budget global du minis-

1. <http://www.archedenoeclimat.com/>

tère de l'écologie n'a fait que baisser depuis l'arrivée du PS en 2012 (ce qui avait notamment conduit Delphine Batho à la porte après son coup de gueule).

Le ministère envoie aussi des missionnaires dans tout le pays via son "Train du climat"², alors que notre société se rapproche plutôt du train du film *Snowpiercer*... Mais cela permet à un chimiste comme Arkéma de parler de ses "actions concrètes" pour l'économie circulaire, comme... avoir produit le plastique recyclé de l'Arche de Noé XXI!³ En tout cas, c'est un bel exemple d'argument circulaire.

Plus généralement, il ne fallait pas s'attendre à grand-chose d'autre, étant donné que les grands groupes (Total, Shell, Vinci, Engie...) sont omniprésents parmi les sponsors de la Conférence⁴. L'Etat est au service de ces capitalistes et accompagne leur "greenwashing".

D'ailleurs le ministère mobilise ses services pour distribuer des subventions "vertes" aux entreprises... en demandant à cibler les actions rapides (comprendre : d'ici la COP 21). Or la plupart des investissements qui auraient du sens écologiquement se placent sur du long terme (pas intéressant pour les politiciens) et des sommes conséquentes (pas intéressant pour les financiers).



La ministre de l'écologie n'a donc plus qu'à s'adresser à la fameuse "société civile", pour diluer les responsabilités. Par exemple en mettant en ligne depuis le 17 octobre (J-44) des vidéos sur le thème : *"chaque jour, une action simple et concrète pour agir"*. Elles mettent en avant des actions faisant la plupart du temps déjà partie du décor :

- "17 octobre : le crédit d'impôt transition énergétique pour rénover son logement." Mais le crédit d'impôt ne profite qu'à ceux qui peuvent se payer ces travaux, donc en plus d'être injuste, c'est une mesure inefficace pour systématiser l'isolation des logements. C'est un service public qu'il faut mettre en place.
- "18 octobre : découvrez les 500 territoires à énergie positive engagés dans la transition énergétique près de chez vous." Il s'agit surtout de féliciter les collectivités qui ont le plus de moyens d'avoir pu se permettre d'arroser de plus de subventions des capitalistes verts.
- "19 octobre : découvrez comment développer la méthanisation sur votre territoire." Le ministère félicite quelques initiatives positives comme l'utilisation de la décomposition de déchets organiques pour produire de l'électricité ou de la chaleur. Mais il faudrait une vraie planification pour utiliser ce potentiel au delà

de quelques exploitations agricoles (intégration à des réseaux de chaleur...).

- "20 octobre : découvrez les aides du ministère pour encourager l'usage du vélo." Ceux qui vont en vélo au travail auront aussi droit à une indemnité transport. Bien, pour les quelques une-e-s qui ont cette possibilité. Mais cela ne va pas rapprocher les lieux de vie des lieux de travail pour la grande majorité.
- "21 octobre : retrouvez 1000 citoyens dans le vent, à Béganne en Bretagne." Des habitant-e-s se sont cotisés pour faire implanter des éoliennes. On ne peut que les féliciter. Mais ce gouvernement qui appauvrit la classe travailleuse est-il cynique au point de penser que nous allons faire décoller l'éolien (3% en France pour l'instant) avec nos portemonnaies?
- "22 octobre : l'engagement des enseignes de la grande distribution dans la lutte contre le gaspillage alimentaire." Quelques mesures positives (interdiction des sacs plastiques, interdiction de la destruction des invendus alimentaires). Mais que fait-on pour le gaspillage situé "en amont" (54% du total), comme les poissons rejetés morts par les chalutiers, les fruits rejetés au calibrage...

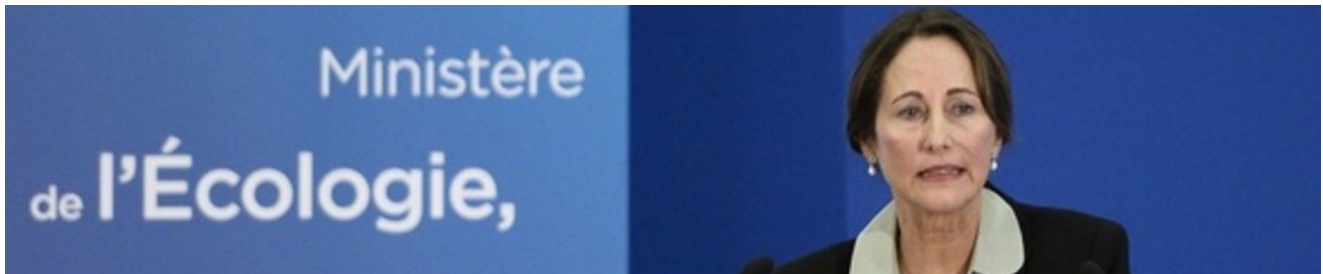
Julien Varlin,
26 octobre 2015

2. <http://messagersduclimat.com/>

3. <http://smarthouse-arkema.com/arkema-monte-a-bord-du-train-climat-aux-cotes-de-luic/>

4. <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2015/05/29/conference-sur-le-climat-cop-21-la-france-deroule-le-tapis-rouge-pour-les-multinationales-les-plus-polluantes/>

Volkswagen et les gesticulations de Royal



Après le scandale de la tricherie aux tests de pollution de Volkswagen¹, il faut bien que la ministre de l'écologie réagisse². Ségolène Royal annonce donc un programme de contrôle sur 100 voitures choisies aléatoirement en France, avec des tests qui seront rendus publics, élaborés avec les services de l'Etat et les associations de consommateurs, etc.

Le système de contrôle européen était connu pour être très faible, ces mesures sont donc vraiment le minimum. Mais les constructeurs auront toujours une longueur d'avance ! Qui pouvait connaître les arcanes du logiciel de Volkswagen (qui était tout sauf un logiciel libre...) ? Un autre capitaliste, Bosch, qui lui a vendu, mais qui « *est tenu à la confidentialité [...] dans le cadre des relations commerciales* ». Plus fort, l'Union européenne et le gouvernement allemand étaient au courant, mais ils ne sont bien sûr pas empressés de faire éclater le scandale qui nuit à un fleuron industriel européen...

Ce genre de scandale finit par éclater, mais le mal -les rejets d'oxydes d'azote- est fait ! Sous l'effet du dieselgate, le ministère de l'écologie fera quelques contrôles,

mais gardera globalement sa passivité complaisante. Au-delà du greenwashing et de la communication, la tendance générale est au contraire au relâchement des contrôles. Comme le contrôle technique des voitures qui a été délégué au privé, ou celui des poids lourds qui a été privatisé en 2004. Bilan, le résultat du contrôle dépend du montant que le contrôlé est prêt à payer... Mais cela permet des économies en fonctionnaires à l'État, et cela lui permet de ne plus passer pour responsable.

Mais c'est la logique de contrôle a posteriori elle-même qui est une aberration. On laisse la maîtrise de la production aux grands groupes capitalistes, avec leurs secrets industriels, et leur impératif de profit, et on vérifie à peine, avec un train de retard, ce qu'ils nous mettent sur le marché... Et quand par hasard un scandale éclate, un cartel est découvert, les hauts fonctionnaires font semblant de découvrir le problème, tout en le faisant passer pour un simple écart moral ponctuel.

Les contrôles par l'Etat-capitaliste ne suffiront pas. Il faut exproprier tous les constructeurs automobiles, et décider à la source

de réduire la pollution. Le diesel, qui ne perdure que par un intense lobbying de PSA et Renault, peut et doit être abandonné immédiatement. Les constructeurs font en permanence du chantage à l'emploi, donnant aux ouvrières l'impression que l'écologie les menace. Mais les accords ignobles que des patrons comme ceux de Smart imposent (retour au 39h contre promesse de maintien de l'emploi) montrent que le capitalisme est sans issue. Les travailleurs doivent prendre les manettes pour assurer leur avenir, en termes d'emploi comme de santé.

Mais plus largement, la réduction massive des pics de polluants locaux (comme les oxydes d'azote) et des rejets de gaz à effet de serre ne sera pas atteinte en améliorant les moteurs. Ni avec des bonus aux voitures hybrides / électriques comme en dispense le ministère. Il faut transformer en profondeur la société pour faire de la voiture un mode de transport occasionnel et minoritaire, en développant les transports en commun et en rapprochant les lieux de travail et de vie.

Julien Varlin,

6 octobre 2015

1. <http://www.npa2009.org/idees/das-auto-kapital>

2. <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Segolene-Royal-annonce-3-decisions,44783.html>

ÉCOLOGIE

Pas de capitalisme sans productivisme... pas de communisme du 21e siècle sans rupture avec le productivisme



Contribution dans le cadre des débats sur la stratégie du NPA¹

Les débats du congrès sur la résolution « climat » ont montré des divergences sur la question du productivisme qui ne recoupent pas exactement les autres clivages du parti. Après plusieurs décennies de combats de l'écologie politique et de débats entre marxistes à ce sujet, il n'est pas sérieux de s'en tenir au vieux schéma identifiant progrès humain et développement de la production ; mais cela ne signifie en aucun cas le renoncement au projet révolutionnaire : il s'agit au contraire de défendre un projet de communisme du XXI^e siècle en y intégrant centralement le refus écologiste du productivisme.

Depuis la révolution industrielle, les pollutions de toutes sortes s'accumulent (air, eau, sol, espace...). Certaines se sont réduites avec des innovations techniques, beaucoup d'autres sont apparues, certaines ont été simplement délocalisées. On en sait de

plus en plus sur les équilibres écologiques, et les principaux indicateurs s'aggravent : disparition de 26 000 espèces vivantes par an, déforestation... Mais fondamentalement, le capitalisme engendre des gaspillages et des déséquilibres écologiques. L'accélération ininterrompue des rejets de gaz à effet de serre (GES) et du réchauffement-dérèglement climatique en est le témoin.

L'aiguillon du profit pousse les capitalistes à augmenter la productivité et la production. Malgré les destructions causées par les crises, le capitalisme est structurellement productiviste.

Le capitalisme a certes réduit la consommation d'énergie et les rejets de GES par point de PIB (techniques d'efficacité énergétique, recyclage partiel...). Mais le PIB mondial augmente tellement qu'il est impossible d'esquiver une réflexion sur la « croissance ».

Une part énorme de cette croissance est engendrée par l'inefficacité de la concurrence pour le

profit. Celle-ci crée des productions superflues, génère plus de transports en éclatant les chaînes de production, favorise les transports flexibles et donc les camions, engendre une obsolescence des produits... La planification des moyens de production, est donc un élément central de la réponse communiste révolutionnaire à la crise écologique, et elle ne pourra qu'intégrer des impératifs de décroissance dans un ensemble de secteurs. Il faudra aussi réduire la productivité lorsqu'elle n'est pas soutenable, par exemple dans l'agriculture (monocultures, pesticides...)

Nous avons bien sûr l'exemple de régimes qui ont connu une planification bureaucratique, et qui ont engendré des désastres écologiques qui n'ont rien à envier à ceux du capitalisme. Ces planifications n'étaient pas menées par les travailleurs-se-s ni dans leur intérêt, et ces régimes ont aussi été productivistes (sous l'effet du bureaucratisme, de la course aux armements dans la guerre froide...). Il

1. <http://www.npa2009.org/idees/pas-de-capitalisme-sans-productivisme-et-pas-de-communisme-du-xxie/siecle-sans-rupture-avec-le>

faut donc rappeler qu'il n'y aura pas « d'Etat ouvrier » sans contrôle effectif du peuple travailleur, sans autogestion à tous les niveaux. Ce succès réel de la révolution conditionne nos chances de contenir la crise écologique.

D'autres problèmes restent ouverts, en particulier l'utilisation qui sera faite de la production socialisée. Il y aura des combats d'idées à mener et des conservatismes. Le niveau de vie des couches supérieures de travailleur-se-s des pays riches devra certainement être revu pour coûter moins d'énergie et en renonçant aux produits jugés superflus à la majorité. Il y a contradiction partielle entre l'urgence d'une décroissance globale des rejets de GES et le besoin urgent de produire partout où le capitalisme laisse l'humanité dans la misère. Mais si le

consumérisme est une aliénation causée par le capitalisme (au travail, par la pub...), les transformations pourraient être très rapides. Avec un pouvoir réel sur l'économie, les choix des travailleur-se-s reviendraient dans beaucoup de cas à « *produire telle quantité ou travailler moins et profiter d'un meilleur environnement ?* » Une société égalitaire parviendrait à décider collectivement de limiter certains secteurs (déplacements en avion et en voiture...) en parallèle de l'extension de services publics de qualité (dans les transports, l'énergie, le logement...), de mesures de relocalisation des productions et de rapprochement des lieux de travail et de vie. Il faudra aussi des formes transitoires de dé-marchandisation et d'incitations : tarification progressive avec gratuité des premiers KWh ou m³

d'eau, légumes plus accessibles que la viande...

Conscience écologique et conscience de classe ne vont pas spontanément de pair. Certaines revendications immédiates peuvent toucher directement des travailleur-se-s (par exemple en tant que riverain-e-s d'usines polluantes), d'autres semblent les opposer aux écologistes, comme lorsque les travailleur-se-s de l'usine polluante se sentent menacé-e-s dans leur emploi.

D'où l'importance d'intervenir politiquement dans les luttes, et d'assumer de porter un projet politique global pour fédérer les radicalités dans une perspective révolutionnaire commune, communiste et anti-productiviste.

Julien Varlin,

10 septembre 2015

ÉCOLOGIE

« Plus Bure sera leur chute » : un camp contre la poubelle nucléaire



Du 1^{er} au 10 août se tenait près de Bure (Meuse) un campement anti-nucléaire, anti-autoritaire et anti-capitaliste contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires Cigéo. Organisé par un collectif militant de plusieurs dizaine de personnes, le VMC (clin d'oeil à Vladimir Martynenko, le

conducteur de déneigeuse russe accusé d'avoir causé la mort accidentelle du PDG de total), ce camp autogéré a vu passer plus d'un millier de personnes en 10 jours. La Tendance Claire y était représentée par une dizaine de ses membres, dont plusieurs locaux investi-e-s depuis des années contre ce projet insensé.

Dans un monde que le capitalisme détruit chaque jour davantage, dans une société rongée par les lois du profit et de la concurrence, tout événement qui défie, même temporairement, la double contrainte capitaliste et institutionnelle est une bouffée d'air bienvenue. Se libérer, au moins partiellement, de l'économie de marché par la pratique généralisée du prix

libre ; s'émanciper de la division capitaliste du travail par une libre répartition des tâches (vaisselle, nettoyage, nourriture, etc.); rencontrer des militant-e-s actif-ve-s dans des cadres variés (écologiques, antiracistes, antisexistes) mais tous situés sans ambiguïté en dehors du cadre politique bourgeois ; renforcer un milieu certes diffus mais résolument alternatif (nourriture végétane, espace non-mixte...) et qui attire une part grandissante de la jeunesse radicalisée... tout cela donnait à ce camp une atmosphère très enthousiasmante.

La police, présente en nombre deux mois auparavant quand une chaîne humaine de mille manifestant-e-s avait encerclé le site du futur projet, s'est montré

pour le coup étonnement discrète. Quelques contrôles routiers, un hélicoptère survolant épisodiquement le camp. De fait, l'ambiance était détendue, avec la présence de plusieurs familles et même un espace enfant. Il semble que l'équipe organisatrice n'ait pas voulu reproduire les erreurs de Sivens, où les zadistes, faute de liens avec la population locale, se sont fait violemment déloger avec le concours actifs d'agriculteurs organisés en milices fascistes. Cette volonté de ne pas effrayer les riverains, visible dans l'absence de manifestations musclées (quelques actions symboliques) a surtout conduit le VMC à un important travail d'implantation dans les villages alentours et les associations historiques de la lutte contre Cigéo. Cependant, si le camp n'avait officiellement rien à voir avec le lancement d'une zone à défendre sur le modèle de Notre-Dame-des-Landes, le mot ZAD était bien sur toutes les lèvres.

Le caractère éminemment positif de ce camp ne nous fait néanmoins pas perdre de vue les limites de l'exercice. Moins anticapitaliste qu'a-capitaliste, l'idée que l'on peut sortir du système sans l'affronter,

en multipliant les lieux à sa marge, fait l'impasse sur une perspective politique globale capable d'unifier ces différents combats. Surtout, la classe créatrice de toutes les richesses et par là même seule capable de renverser le règne du capital, était la grande absente des débats. Ces derniers, pourtant riches et variés (sur les migrants de Calais, le contre-sommet de la COP 21, le mouvement no-TAV italien, ou encore un atelier féministe spontanément organisé suite à plusieurs propos sexistes tenus sur le camp) peinaient à faire le lien entre la présentation de différentes luttes et un discours contestataire somme toute assez abstrait.

L'influence dans la classe ouvrière n'est en effet pas perçue comme un enjeu par la mouvance, essentiellement libertaire et autonome, qui gravite autour des camps autogérés. Sans chercher à passer des ponts avec le mouvement ouvrier (ce qu'elle fait en revanche, avec un certain succès, avec le monde paysan), réduit à ses directions bureaucratiques voir assimilé à une excroissance de la société capitaliste, ces camarades revendiquent fièrement leur refus du travail salarié. Cette position est res-

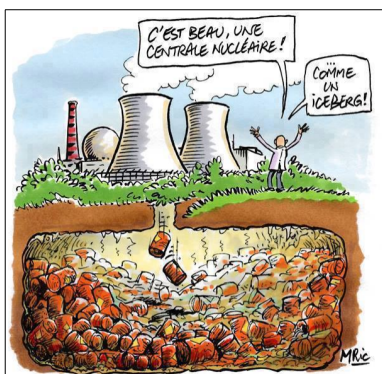
pectable mais, à notre sens, passe à côté de l'essentiel : du fait même de sa non-implication dans le processus de production, la marginalité ne peut pas prétendre transformer celui-ci. Ainsi, plutôt que de professer une hostilité de principe à l'encontre de tout ce qui participe à la filière nucléaire, nous préférons œuvrer à la convergence des luttes avec les syndicats du secteur. La tâche est certes rude, mais nous ne pensons pas qu'il existe une issue sans mobilisation des premières concernées. Ce débat fraternel, nous désirons continuer à le mener avec nos camarades de la mouvance zadiste, pas dans des discussions hors-sol mais au cours des différentes luttes où nous nous retrouvons. A ce titre, nous ne pouvons que regretter que l'équipe organisatrice ait cru devoir nous demander de replier notre table de presse du fait de notre appartenance au NPA, accusé de « faire le jeu du parlementarisme » en se présentant aux élections. Le sectarisme n'a jamais fait avancer les choses.

Tendance CLAIRE,

17 août 2015

ÉCOLOGIE

Tract contre l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure



Contre Cigéo et son monde, pour une écologie révolutionnaire !

Grâce à l'opposition farouche qui se maintient autour de Bure depuis plus de 20 ans, les pouvoirs publics ont dû revoir leur calendrier et jouer la montre. Ils saucissonnent le projet

en phases d'études ou de tests, ou en introduisant des séances dites de « consultation démocratique » bidon pour essayer d'apaiser la contestation.

Mais cette méthode est en train de se retourner contre eux car d'une part, l'opposition, loin de s'essouffler, se structure de plus en plus et d'autre part, les coûts du projet ne cessent d'enfler compte

tenu des exigences liées à la sécurité et des carences à ce niveau mises en évidences par les opposants (on parle aujourd'hui de plus de 40 milliards d'€).

L'État et l'ANDRA continuent de mépriser meusiens et haut marnais en colonisant le territoire à coup de dizaines de millions d'argent corrupteur et d'implantation de boîtes liées au nucléaire et à l'armement un peu partout dans le secteur.

Mais malgré leur puissante machinerie, ils ne parviennent pas à masquer l'horreur du projet et si la mobilisation se confirme, ils vont avoir beaucoup de mal à passer en phase industrielle en 2017 comme ils le prévoient. Loin de leur rendre service, les manœuvres abjectes des politicards tels Longuet, Dumont (député PS de la Meuse) ou Macron, ne font qu'attiser la lutte. Le camp VMC* anticapitaliste et antiautoritaire de cet été en est une formidable illustration.

La droite et le PS soutiennent tous deux le projet, appuyés par un État au service de la bourgeoisie. EELV et le Front de Gauche sont contre mais ne voient de salut que dans leurs sacro-saintes urnes et se discréditent par leurs positions ambiguës. Quant aux appareils syndicaux, ils brillent soit par leur absence, soit par leur soutien au projet au nom d'un hypothétique emploi ! La quasi totalité des militantes locales ont arrêté de croire au père Noël électoral et se sont mis à l'action et aux blocages.

Une nouvelle mouvance militante en rupture avec le système s'installe autour de Bure pour lutter contre le projet. **Bonne nouvelle, car on ne gagnera qu'en dehors du cadre institutionnel !**



De Bure à la révolution...

Face à la concurrence internationale, les industriels du nucléaire, même une entreprise d'État comme Areva, sacrifient tout au profit : exploitation quasi-esclavagiste des populations africaines, pollution gravissime des zones d'extraction, sous-traitance pour minimiser les coûts, prolongement irresponsable de la durée de vie des centrales... et au final gestion désastreuse des déchets (enfouissement). Bref, lutter à Bure, c'est lutter contre le capitalisme, et lutter contre le capitalisme, c'est lutter à Bure.

Une partie de la gauche (PG et Ensemble en tête) prétend s'attaquer à l'urgence écologique mais ne propose que des limites à l'inacceptable : constituer un pôle public de l'énergie, réorienter les subventions, modifier le système de taxation... Sans projet de société alternatif, pas de politiques alternatives !

D'un autre côté, certaines organisations anticapitalistes (comme LO) ne semblent pas réellement prendre en compte la crise écologique, se contentant de dire que le socialisme la résoudra. Le combat pour l'environnement doit se faire en lien avec la lutte contre l'exploitation capitaliste sans attendre le « grand soir ». En cas de catastrophe climatique ou nucléaire, ce sont des pans entiers de l'humanité et de la planète qui sont menacés !

Ce que propose la Tendance CLAIRE du NPA : une société autogérée, sans chefs, sans propriété privée des moyens de production, des choix de production décidés à tous les niveaux par les populations, en fonction des impératifs de préservation de la planète, le plus localement possible, la fin du consumérisme, de la pub marchande, et donc une décroissance de la consommation induite comme celle des produits pétroliers et de leurs dérivés ou encore de la viande...

En attendant et tant qu'on n'a pas fait la révolution et renversé le capitalisme : combat incessant contre les grands projets inutiles et lutte pour l'arrêt des productions dangereuses ou mortelles ! Celles dont on est sûr qu'on n'en voudra jamais : nucléaire, armement... comme celles pour lesquelles il est impossible d'avoir confiance sous le capitalisme et pour lesquelles on décidera après la révolution : OGM, nanotechnologies...

Pour y parvenir : l'unité d'action de tous/tes les révoltés, et en même temps le regroupement d'un camp clairement révolutionnaire, à l'échelle nationale et internationale.

Et notre objectif, ce n'est pas une « 6^{ème} république » bourgeoise, mais une autre société, communiste et autogestionnaire !

...unissons nos luttes !

Un développement humain en harmonie avec l'environnement est structurellement impossible dans ce système : le capitalisme vert n'existe pas. C'est pourquoi un authentique combat écologique nécessite de transformer en profondeur la façon dont les richesses sont produites, distribuées et consommées.

Des choix désastreux sont imposés aux salarié-e-s par la logique

des profits. La mobilisation de toutes les exploité-e-s peut permettre d'élargir les pointes avancées de la résistance comme les ZAD.

Trop souvent, les luttes écologistes et sociales se déroulent séparément, voire s'opposent(exemple de Fessenheim). Travaillons au contraire à les faire s'irriguer l'une l'autre, s'enrichir, se compléter. La cohérence entre nos différents combats permettra une vision structurée de la société que nous voulons. Ainsi, à l'inverse de stigmatiser les travailleurs de la filière nucléaire, nous proposons, à titre de revendication transitoire, leur reconversion dans le démantèlement des centrales ou dans les énergies renouvelables. Mais cette perspective nécessite que les travailleur-se-s soient aux manettes de l'ensemble de la filière énergétique et donc l'expropriation de tous les grands groupes et la sortie du capitalisme. Cette position s'étend aux autres grands secteurs de la production.

Notre engagement se nourrit de toutes les expériences.Nous sommes sensibles à l'apport de la mouvance décroissante et aux expériences de vies alternatives, convaincus que nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres, au-delà de nos différences de parcours militants. Nous pensons qu'il faut créer des cadres permettant d'approfondir nos consciences militantes (écologistes, de genre, de classe...) sans perdre de vue l'ancrage nécessaire dans les mouvements de masse

plus spontanés.

La Graine de la révolte est semée

Un bon exemple de ce qu'il faut faire : en Meuse, un collectif local est né, qui rassemble au delà des frontières traditionnelles entre luttes et au delà des groupes existants : des syndicalistes ouvrier-e-s critiques par rapport à leurs appareils, des décroissant-e-s, des anarchistes, des membres du NPA – dont la Tendance CLAIRE – et nombre d'écologistes antinucléaires et révolutionnaires.

« La Graine », c'est un Front Anticapitaliste concret et utile, une nouvelle perspective face aux militant-e-s englué-e-s dans leurs vieux schémas (appel aux luttes sans lien avec le changement de société, suivisme à l'égard des directions traîtres, etc.).

Environnement, Communisme, Autogestion

La folie nucléaire est le symbole de ce système en crise prêt à nous faire courir tous les dangers.

Il y a urgence à renverser le capitalisme pour reprendre nos vies en main. Une société réellement démocratique et égalitaire ne sera certes pas à l'abri d'erreurs

ou de dégâts écologiques. Mais, débarrassé-e-s de la dictature du capital, nous aurons bien davantage les moyens d'éviter le pire.

Mais les luttes de Bure, Notre-Dame-des-Landes, Sivens ou encore de Roybon posent aussi la question de la société que nous voulons.

Nous sommes convaincu-e-s qu'il est possible de transformer de fond en comble la société, pour satisfaire nos vrais besoins, mais aussi en finir avec une société du tous contre tous, et permettre une émancipation de chacun-e.

Fin du productivisme et du gaspillage par la réorganisation autogérée de l'économie :

- Sortie du nucléaire en moins de 10 ans
- Reconversion des industries polluantes
- Réduction des transports inutiles par la planification et la relocalisation
- Transports collectifs gratuits
- Interdiction de la publicité
- Réduction de la consommation d'énergie et de ressources naturelles
- Développement des énergies renouvelables
- Généralisation de l'agriculture biologique

Tendance CLAIRE,
5 août 2015

Un CPN paralysé... qui confirme l'urgence ET la possibilité d'une nouvelle majorité



Le bilan désastreux du CPN doit être l'occasion de comprendre enfin que la seule solution pour sortir de la crise, c'est de faire des choix. C'est parce que trop de camarades s'y refusent encore que le parti reste paralysé sept mois après le congrès.

Certes, il y a 7 ou 8 tendances – avec la division de la P2 entre l'ex-DR (Démocratie révolutionnaire) et le CC (« Contre-courant »), les tensions feutrées dans la P3 entre A&R et CCR, etc. Mais les rapprochements sont là :

D'un côté, les camarades P2/CC multiplient les gestes opportunistes pour une alliance avec la P1, tout en se montrant de plus en plus hostiles à la P3, au point de refuser la diversification démocratique du porte-parolat, de la trésorerie et du permanentat. Nous regrettons vivement cette ligne et poursuivrons les discussions pour que le CC y renonce. Mais de toute façon, les votes ont prouvé qu'une alliance P1-CC, si elle aboutissait, ne suffirait pas pour une majorité.

De l'autre côté, P3, P4 et P2/ex-DR ont travaillé les textes en

semble. Mais les camarades se sont montré-e-s sectaires, à la fois entre eux/elles, refusant d'aller jusqu'au bout de leur propre rapprochement, et à notre égard... Or cette attitude doublement ultimatisante a empêché une nouvelle majorité :

- D'une part, sous l'impulsion du CCR, la P3 a renoncé *in extremis* à la démarche d'amendements sur le « profil » NPA (partie 9), en lui substituant un texte alternatif. Elle a refusé de prendre part au vote sur ces amendements, laissant la P1 faire passer les siens contre ceux de l'ex-DR et/ou de la P2 ! La P3 a donc refusé de hiérarchiser les désaccords principaux avec la P1, qui rendaient urgent de la mettre en minorité (notamment sur la présidentielle), et les désaccords importants mais secondaires avec l'ex-DR (ou toute la P2), qui pouvaient très bien faire l'objet de compromis ou s'exprimer par des amendements alternatifs dans le cadre d'un accord global. Nous le disons d'autant plus tranquillement que, tout en refusant la dé-

mission politique du « NPPV », nous avons voté la partie 9 de la P3...

- D'autre part, les camarades P3 et l'ex-DR, cette fois ensemble, se sont montré-e-s ultimatisants à notre égard : ils/elles ont refusé le compromis que nous leur proposons sur l'UE (partie 2). Nous avons proposé non de reprendre nos formulations, mais juste d'enlever leur amalgame inacceptable entre le mot d'ordre de la rupture avec l'UE et l'euro tel que nous le formulons dans le cadre d'un programme transitoire posant la question du pouvoir des travailleurs/ses, et la ligne étapiste d'une certaine gauche réformiste, voire des « souverainistes » en général ! Or *seule* notre proposition permettait une position majoritaire sur la Grèce (comme l'a prouvé un vote « contradictoire » imposé par la tribune).

Ce CPN a donc confirmé que, si une majorité P1/CC est un risque, il est surtout possible de constituer une majorité de la « gauche plurielle » P3-P4-P5-P2/ex-DR (sans

renoncer à convaincre le CC de s'y joindre). Cette polarisation est objective : il est temps de la vouloir ! Il faut donc rompre avec le sectarisme : il ne s'agit pas de former un bloc homogène, de nier les divergences, mais de les hiérarchiser, de confirmer la mise en minorité de la P1 au congrès, de chercher des compromis et de mener les autres discussions tranquillement.

Certain-e-s camarades voient dans cette proposition un calcul politicien, voire une « manœuvre » malgré sa franchise... Mais ce n'est pas nous qui posons la nécessité de choisir : c'est la paralysie du parti ! Faire de la politique, ce n'est pas

attendre que les clivages se surmontent par enchantement, mais c'est prendre des décisions !

D'autres camarades craignent que cela ne conduise à la scission — et certain-e-s l'espèrent, de façon irresponsable. Mais le risque de scission ne doit pas être exagéré : même si chaque tendance tend à faire sa propre politique, le cadre commun reste le NPA, personne n'a d'intérêt à l'affaiblir encore plus et le rapport de forces actuel fait que rien n'est joué ni aujourd'hui, ni à court terme. De plus, la meilleure façon d'éviter l'aggravation des tensions d'appareils (notamment les dérapages du CC et

d'A&R), c'est d'assurer la représentation des principales tendances pour toutes les tâches : c'est une question de démocratie et de justice, n'en déplaise à la P1 et au CC. Enfin, seule une majorité permettrait de diriger et donc de relancer le parti, ce qui reste la meilleure manière de limiter les tensions, en nous tournant vers l'extérieur ; cela impliquerait d'y associer le plus possible les minorités — notamment pour la présidentielle —, tout en assurant leur droit d'être représentées et de défendre leur ligne, jusqu'aux bilans.

Tendance CLAIRE,
29 septembre 2015

INTERNATIONAL

Vive la résistance de la jeunesse palestinienne contre l'apartheid israélien !



Depuis la mi-septembre, le conflit entre Israël et les Palestiniens est ravivé dans des zones - la Cisjordanie et Jérusalem-Est - où une relative accalmie prévalait jusqu'alors. Ce nouveau soulèvement est le produit de l'oc-

cupation israélienne qui viole les droits des Palestiniens en les opprimant, les humiliant et les tuant quotidiennement. Les exemples de cette barbarie ne manquent pas : le meurtre d'un bébé palestinien brûlé vif par des colons israé-

liens l'été dernier, sans compter les massacres récurrents contre les Gazaouis (en 2008-2009, en novembre 2012, en juillet et août 2014) depuis que le Hamas a pris le pouvoir dans la bande de Gaza en juin 2007.

Les raisons de la colère

Depuis les accords d'Oslo en 1993, la colonisation d'Israël sur les territoires palestiniens n'a fait que croître. Depuis quelques mois, de nombreux colons ultra-orthodoxes ont souhaité entrer dans la mosquée Al Aqsa qui est pourtant sous le contrôle de la Jordanie depuis la guerre des « Six jours » de juin 1967. Le « statu quo » sur l'esplanade des Mosquées a été rompu le 13 septembre, lorsque les forces de l'ordre israéliennes ont expulsé la garde jordanienne chargée du site. Dès lors, les Palestiniens sur les lieux ont commencé à protester et à résister contre cette énième provocation du pouvoir israélien. La tension est ensuite montée d'un cran, quand l'armée israélienne est entrée dans la mosquée d'Al-Aqsa pour y poursuivre de jeunes Palestiniens qui jetaient des pierres.

Le 26 septembre dernier, après plusieurs jours d'affrontements, les autorités israéliennes ont interdit l'accès à la mosquée d'Al-Aqsa aux hommes de moins de 50 ans. De plus, l'accès à la vieille ville a été interdit à tous les Palestiniens de Jérusalem-Est pendant deux jours, suite à l'attaque à l'arme blanche contre 2 israéliens le 3 octobre dernier. Depuis le début de ce soulèvement, la police et l'armée israélienne déploient et durcissent toujours plus leur répression : le 18 octobre, un jeune Érythréen est mort lynché par une horde de civils israéliens, après que l'armée lui ait tiré dessus par erreur... Le spectre

d'une troisième Intifada hante Israël, d'autant plus que celle-ci ne se fait plus principalement à coup de pierres mais de couteaux.

Les organisations traditionnelles dépassées par cette révolte

La jeunesse palestinienne est à la pointe de cette révolte qui n'est structurée ni par les organisations liées à l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) qui a perdu toute légitimité, ni par le Hamas ou le Jihad islamique. Cet élan dépasse toutes les organisations palestiniennes mais reste dans le sillage de la résistance historique du peuple palestinien contre la domination israélienne. Cette lutte exprime le désespoir d'une jeunesse qui ne croit plus à un processus de paix équitable, ni même à une quelconque paix. En effet, Israël, avec le soutien actif des États-Unis et l'hypocrite complicité de l'Europe, réalise déjà sa « solution » : expulser les populations arabes (et rendre la vie impossible à celles qui restent) pour les remplacer par des populations juives. La colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est est galopante : de 200 000 colons en 1993, ces territoires regroupent plus de 570 000 colons aujourd'hui. Dans le même mouvement, plus de 240 000 Palestiniens ont perdu leur droit de résidence, dont 14 000 à Jérusalem.

Quelles perspectives ?

Le grignotage permanent des territoires palestiniens rend de

moins en moins crédible la solution à deux États que s'efforce de promouvoir l'ONU comme une large part de la « communauté internationale ». Du reste, les dirigeants israéliens successifs, Isaac Rabin compris, n'ont jamais voulu d'une telle solution¹. Les sionistes, de gauche comme de droite, ne veulent ni d'un État palestinien, ni d'une égalité entre Juifs et Arabes au sein d'un État commun (qui, au vu de la démographie des deux communautés, rendrait les Juifs minoritaires). À l'image de l'Afrique du sud de l'Apartheid, ils veulent un État où une minorité s'accapare la terre et le pouvoir, rejetant la majorité dans des Bantoustans, territoires entièrement dépendants d'Israël, notamment en matière économique, mais suffisamment autonomes pour que les Palestiniens gèrent eux-mêmes leur misère.

La jeunesse palestinienne a donc cent fois raison de rejeter les grotesques « négociations » avec un oppresseur qui n'a *structurellement* rien à négocier. Les militantes anticapitalistes et internationalistes se doivent d'être à la hauteur de leur résistance.

Quelle solidarité en France ?

La solidarité avec le peuple palestinien doit s'exprimer en mettant en avant les mots d'ordre d'autodétermination du peuple palestinien, de démantèlement de toutes les colonies israéliennes et du mur d'annexion, de la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens et en promouvant la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanction) contre l'État d'Israël.

1. Rappelons le discours à la Knesset de Rabin le 5 octobre 1995, un mois avant son assassinat : « Nous envisageons une solution permanente avec un État d'Israël qui inclura la plus grande partie de la terre d'Israël de l'époque du Mandat britannique, et à ses côtés une entité palestinienne qui sera un foyer pour la plupart des résidents palestiniens vivant dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Nous voulons que cette entité soit moins qu'un État, et qu'elle gère, de manière indépendante, la vie des Palestiniens sous sa responsabilité. Les frontières de l'État d'Israël, avec la solution permanente, seront au-delà des lignes qui existaient avant la guerre des Six jours. Nous ne retournerons pas aux lignes de 1967. » <http://www.juliensalingue.fr/article-oslo-20-ans-apres-il-n-y-a-jamais-eu-de-processus-de-paix-entre-israel-et-les-palestiniens-120035311.html>

Les pathétiques appels au « droit international » ne sont d'aucune utilité au peuple palestinien. Non seulement ce droit, fait par et pour les puissances impérialistes, n'a jamais empêché les massacres et les annexions, mais il criminalise en plus la résistance palestinienne qui ne peut se prévaloir de la légalité étatique, à l'inverse de l'armée israélienne. Dans le meilleur des cas (ex : rapport Goldstone), il renvoie dos-à-dos

la violence de l'opresseur et de l'opprimé.

Notre solidarité doit aussi s'exprimer par une grande manifestation unitaire de toutes les organisations qui soutiennent la résistance du peuple palestinien et contre l'apartheid d'Israël. Elle ne peut être limitée à quelques rassemblements dispersés des différentes organisations (comme ceux du 17 octobre auxquels nous avons participé aux côtés d'organisations pa-

lestiniennes, du PIR, de Génération Palestine, etc.), mais se concrétiser par une action d'ampleur comme cela a pu être le cas à l'été 2014 contre les bombardements à Gaza.

Solidarité avec la résistance de la jeunesse et du peuple palestinien !

Pas de justice, pas de paix !

Ahlem Djebal ; Kolya Fizmatov,

22 octobre 2015

INTERNATIONAL

Les bombardements aériens en Syrie et le Rojava (Kurdistan syrien)



La Russie est entrée dans la valse des bombardements aériens en Syrie, comme la coalition dirigée par les États-Unis avant elle. Mais que penser de leur efficacité et de leur but ? Les médias occidentaux aiment répéter sur toutes les ondes que c'est « grâce » aux bombardements que les Kurdes avancent en Syrie contre Daech. Histoire d'une manipulation médiatique.

Le rôle militaire des bombardements aériens, c'est quoi ?

Dans l'histoire militaire, le rôle essentiel de la domination de l'espace aérien a réellement pris son essor pendant la seconde guerre mondiale. Pendant la première guerre mondiale, l'aviation militaire avait surtout un rôle de reconnaissance, fort efficace par ailleurs, alors que la deuxième guerre mondiale en fit un enjeu central. Elle fut utilisée comme un

moyen logistique majeur, par l'intermédiaire de ponts aériens, parfois vitaux comme pour la Wehrmacht à Stalingrad qui une fois le pont aérien coupé fut promise à une défaite certaine. La force aérienne fut également utilisée pour larguer massivement des hommes derrière les lignes de front, dans l'objectif de perturber le ravitaillement adverse et désorganiser les troupes ennemies en vue de la préparation d'un assaut massif. Elle eut également un important rôle défensif contre l'aviation adverse

afin de protéger les troupes aux sols ou au contraire pour harceler. Enfin, il y avait les bombardements contre les troupes aux sols qui nous intéressent particulièrement ici.

Pendant la seconde guerre mondiale, il faut distinguer deux types de bombardements au sol : les massifs et les ciblés. Les massifs consistent à bombarder avec une grande quantité de bombes au moyen d'avions de type B-24, ancêtres des célèbres forteresses volantes B-52, avec lesquels on submerge d'explosifs des positions ennemies. Cette méthode est fort imprécise et très coûteuse et elle est rarement employée de nos jours. Par contre les avions procédant à des attaques ciblées étaient les véritables rois du champ de bataille. Le meilleur exemple de cela est le chasseur-bombardier IL-2 de conception soviétique. Surnommé « La Mort Noire » par les Allemands, avec ses canons 23 millimètres, il transportait en théorie jusqu'à 400 kg de bombes. L'IL-2 fit de véritables miracles aussi bien dans la destruction d'unités d'infanterie que dans la chasse aux véhicules blindés, en particulier les chars lourds peu mobiles.

Le rôle de l'aviation pour la coalition menée par les États-Unis contre Daech est essentiellement, à quelques exceptions près, un rôle d'attaque aux sols des positions ennemies. C'est également le cas des Russes pour le moment. Les seuls qui utilisent leur aviation pour un ravitaillement décisif est le régime syrien qui maintient des ponts aériens avec ses positions isolées sur son territoire, comme par exemple à Deir-Ezzor.

Mais dans le cadre des attaques aux sols, il ne s'agit pas de détruire pour détruire. Le rôle d'une destruction de force ennemies est complexe dans le cadre du théâtre des opérations. L'aviation ne sert à rien (ou presque) si elle n'a pas des points d'appuis solides au sol.

Le rôle militaire des attaques aux sols par les avions de la coalition s'articule en plusieurs points. Encore une fois il ne s'agit pas de détruire pour détruire mais de permettre à des troupes d'avancer sur le terrain de plusieurs manières :

Pourquoi cibler les responsables de Daech ?

Il est question ici de chaînes de commandement. Cibler des chefs et les tuer par des bombardements aériens nécessitent un bon réseau de renseignements par des vols de reconnaissance et des sources locales bien informées souvent difficiles à obtenir sans appuis locaux. Ces frappes sont très efficaces quand il s'agit de perturber la chaîne de commandement. Concrètement lors d'un assaut ou d'une contre-offensive, quand les sous-officiers attendent des ordres du chef et que celui-ci vient d'être pulvérisé par une frappe, ils peuvent attendre longtemps et les opérations s'en trouvent directement affectées. La perte d'un chef militaire s'accompagne également d'une perte d'un certain savoir faire militaire et d'une démoralisation des troupes. Ce type de frappes trouve ses limites dans le fait qu'un nouveau chef remplacera rapidement le dernier et que la chaîne de commandement sera vite rétabli. Cela a un effet immédiat sur un front à court terme mais n'a que peu d'incidence à long terme.

Pourquoi cibler les routes, les entrepôts de munitions et de carburant ?

Il est question de logistique. Il s'agit ici de perturber à la fois les capacités de ravitaillement d'un adversaire ainsi que sa mobilité sur le front. Ces frappes sont d'une extrême efficacité contre une armée conventionnelle qui demande un ravitaillement constant de grandes quantités de munitions et carburant par des axes routiers majeurs. L'autonomie d'une armée conventionnelle est l'une des clés d'une victoire militaire ; pendant la seconde guerre mondiale, c'est ce qui participât grandement à la défaite de la Wehrmacht : Elle alignait sur le champ de bataille des monstres d'acier à la capacité de destruction impressionnante mais qui demandaient des ressources considérables ; et le résultat fut sans appel : dès que les lignes de ravitaillement ont été coupées, la Wehrmacht s'est retrouvée avec d'immenses boîtes de conserve inutilisables par manque de munitions et surtout de carburant. C'est ainsi qu'elle abandonna beaucoup de véhicules blindés lourds en arrière des lignes de front, ceux-ci étant devenus rapidement inutilisables. Pire, le moindre problème dans le mécanisme des machines de guerre était difficilement réparable au vu de la complexité des machines contrairement aux T-34 soviétiques ou aux Shermans américains construits dans le but d'être facilement réparables et entretenus sur la ligne de front. Bien qu'en terme de rapport de force sur le papier certains chasseurs de chars allemand comme l'Éléphant pouvaient faire des carnages records, ces mêmes Éléphants étaient très difficiles à remplacer ou à réparer en comparaison des chars adverses.

Par conséquent, il est crucial dans toute stratégie militaire de

prendre en compte sa propre logistique et celle de son adversaire pour arracher la victoire. Mais quelle est la portée des bombardements de la coalition sur Daech ? Car il ne s'agit pas tout à fait d'une armée conventionnelle mais d'une armée qui oscille entre tactique de guérilla et tactique conventionnelle. Juste avant la bataille de Kobané qui débuta en septembre 2014, Daech, fort de sa victoire de Mossoul, adopta une structure d'armée plus conventionnelle avec des chars lourds capturés et une artillerie lourde volée, les anciens officiers baasistes de Daech étant particulièrement coutumiers de ce type d'armée. Cela était fort nouveau pour l'organisation, le mouvement djihadiste étant grandement structuré sur une base de guérilla depuis ses origines. À l'approche des bombardements, l'organisation n'eut aucun mal à se remettre à ses anciennes tactiques de guérilla beaucoup moins coûteuses en logistique : dispersion des armes et du carburant en de plus petits stocks, forte autonomie des unités tactiques d'infanterie pouvant opérer longtemps sans ravitaillement, cantonnement du matériel lourd à des sorties ciblées et rapides, déplacement en petites unités mobiles et véhicules légers. Toutes ces mesures n'empêchent pas les dégâts mais les réduisent fortement. Il faut savoir qu'un missile guidé de dernière génération des États-Unis est très coûteux comparé aux cibles potentielles le plus souvent en ligne de mire : par exemple une petite unité tactique de djihadistes sous équipés dans un pauvre pick-up à moitié chargé de munitions. La rentabilité des actions de bombardements s'en trouve très réduite.

En conclusion, la perturbation de la chaîne logistique garde une certaine efficacité mais reste limitée face à une armée structurée

en guérilla par un éparpillement des forces offensives qui privilégie le harcèlement et l'épuisement de l'adversaire. Ainsi une fois de plus l'action de perturbation de la chaîne logistique retrouve un sens que si des troupes aux sols avancent au moment de la désorganisation entraînée par des bombardements. Par exemple en bloquant l'arrivée de renfort ou de munitions au moment opportun sur le théâtre des opérations.

Pourquoi cibler les véhicules blindés et de soutien ?

La question peut paraître stupide mais elle ne l'est pas, loin de là. Détruire une unité blindée repérée par un vol de reconnaissance dans un garage c'est bien, mais le faire en coordination dans le cadre d'un assaut c'est beaucoup mieux. Exemple simple : si vous détruisez un char dans son garage en cours de réparation, vous privez l'ennemi d'un futur char opérationnel. Si vous le faites au moment où celui-ci est utilisé comme force de frappe principale d'un assaut, vous détruisez le potentiel offensif d'une attaque, désorganisez les troupes qui ont construit leur attaque autour de l'appui blindé et en plus vous l'exposez à une contre-attaque de l'adversaire qui peut être particulièrement meurtrière puisque la désorganisation qui règne au sein des troupes ne permet pas une défense optimale. Ainsi on en revient toujours aux troupes au sols qui ont le véritable rôle décisif : elles devront avoir la capacité de profiter de la perturbation orchestrée par les frappes pour tenter une percée ou consolider leur position selon les circonstances. Les frappes contre les véhicules blindés n'ont un véritable intérêt que quand elles sont dirigées en coordination avec de l'infanterie.

Maintenant que nous avons acquis des bases communes de l'inté-

rêt des frappes aux sols, nous allons l'étudier dans le cadre du théâtre de guerre syrien.

Les bombardements de la coalition et la question kurde

Nous voilà au cœur du sujet, quelle a été l'importance des frappes de la coalition dans la guerre que mènent nos amis kurdes du Rojava contre Daech ? À entendre les médias occidentaux, en premier lieu le journal *Le Monde*, c'est « grâce » aux frappes de la coalition que les milices kurdes des YPG/YPJ (unité de défense du peuple/ unité de défense des femmes), principales milices du Rojava composées par une majorité de Kurdes dont 40% de femmes, ont pu avancer, que Kobané a été sauvé et que d'importants gains ont été accomplis ces derniers mois. Est-ce si vrai ?

Revenons en arrière. Les YPG/YPJ luttèrent héroïquement seuls, depuis la révolution du 19 juillet 2012, contre le régime, l'ASL (Armée Syrienne Libre), les milices islamistes, le front Al-Nosra (affilié à Al-Qaïda) et Daech. Les YPG/YPJ luttèrent contre tous ces mouvements en même temps pendant certaines périodes, comme en 2013. Ils ont enchaîné de nombreuses victoires pour quelques rares défaites, alors qu'ils étaient en sous-nombres, sous-équipés, soutenus par aucun État contrairement à tous leurs adversaires sans exception et sous blocus total de la Turquie et de leurs voisins kurdes, les Peshmerga du PDK irakien. J'avais déjà fait état de leur extraordinaire talent militaire dans un long dossier *sur la situation révolutionnaire du Rojava* :

<http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=669>

Jusqu'en octobre 2014, les Kurdes n'avaient jamais reçu le moindre soutien d'une puissance

étrangère quelle qu'elle soit. Ils luttèrent seul-e-s contre tous et pourtant ils gagnaient et tenaient fermement leur position alors même que l'État islamique avait déjà reçu son armement lourd. J'en veux pour preuve la première bataille de Kobané en juillet 2014, où sans l'aide d'un seul avion de la coalition, les YPG/YPJ ont infligé une première défaite à Daech qui perdit des centaines d'hommes, du précieux matériel lourd et utilisa à mauvais escient son artillerie lourde nouvellement acquise par exemple par le bombardement de deux villages kurdes avec plus de 3 000 obus...

***Par conséquent est-ce
l'intervention de la coalition ou
la stratégie kurde qui a payé à
Kobané ?***

Quand Daech réorganisa ses troupes pendant le mois d'août et attaqua les bases de l'armée syrienne de la brigade 93, de la division 17 et de l'aéroport de Tabqa, l'état major des YPG/YPJ se retrouva devant un dilemme de taille : comment stopper une armée en surnombre, suréquipée et dont la mutation en armée conventionnelle ne fait plus de doute ? Il s'agissait pour l'organisation militaire des YPG/YPJ, habituée aux luttes de guérilla, de trouver la stratégie qui permettrait de prendre l'avantage avec les maigres moyens à disposition. Et les YPG/YPJ ont décidé de mettre en place un plan qui s'appuie principalement sur les trois facteurs à leur disposition :

1. Il fallait que Daech pense que les YPG/YPJ étaient faibles, exposés et démoralisés, que la victoire leur serait facile à obtenir. Dans le but de pousser Daech à mettre toute des forces dans la bataille, en vue d'une victoire qu'il pensait à porter de main.

2. Il fallait un terrain favorable à l'armement des YPG/YPJ prin-

cipalement composé d'AK-74, de RPG-7 et de PKM. La portée efficace de ces armes étant d'environ 300 mètres, il fallait un terrain qui oblige Daech à venir au corps à corps. La campagne rurale dégagée de Kobané favorisant largement les armes à longue portée comme les chars et l'artillerie lourde dont Daech était équipé. Ce furent donc les Kurdes qui avaient déjà choisi en amont le champ de bataille, l'espace urbain de Kobané, largement fortifié en préparation d'un assaut massif. En ville, les lignes de vue des chars se voient vite obstruées les obligeant à se rapprocher de leur cible, et les lignes de vue de l'artillerie se voient rapidement gênées par des bâtiments réduisant fortement leur efficacité.

3. Dans une situation d'une extrême violence, il fallait compter sur des hommes et des femmes pouvant supporter de violents chocs moraux, des affrontements lourds et interminables. Les YPG/YPJ ont largement renforcé leur effectif en amont de la bataille et ont créé une véritable armée de partisans prête à tout pour un idéal, le confédéralisme démocratique et pour protéger leur terre : le Kurdistan.

La grande bataille de Kobané commence donc réellement dès juillet, quand les YPG/YPJ anticipant un assaut de masse ont fait venir de nombreux renforts du Kurdistan Nord, au moins 1 100 hommes et femmes, probablement beaucoup plus. On a les traces d'un passage de 800 personnes et un autre de 300, filmés par les intéressés eux-mêmes. Il y eut beaucoup d'autres passages plus discrets. On sait que pendant l'offensive de septembre, 1 500 YPG/YPJ ont traversé la frontière, certains faisaient l'aller-retour car ils avaient accompagné leur famille jusqu'en Turquie et revenaient. Avant ce renforcement, les YPG/YPJ proté-

geaient un canton habité par environ 400 000 habitants en comptant les réfugiés (200 000 habitants avant la guerre). Il n'est pas exagéré de penser qu'au minimum 2 000 hommes et femmes protégeaient le canton avant ce renforcement. Il faut ajouter à cela une force de police de plusieurs centaines d'individus largement habitués au maniement des armes. Juste avant que Daech ne rentre dans la ville, l'état major des YPG/YPJ avait organisé des milices urbaines par quartiers, elles aussi composées de centaines d'individus.

On peut estimer les forces armées kurdes à au moins 4 000 – 5 000 avant que Daech ne pénétre dans la ville. Plusieurs centaines étaient des vétérans de plus de 2 ans de guerre pour le Rojava, d'autres avaient servi dans la guérilla du PKK pendant des années. Les officiers étaient pour la plupart dans ce cas là. Ainsi les YPG/YPJ pouvaient compter sur une force de frappe déterminée, idéologiquement acquise et expérimentée.

La phase du plan qui consistait à faire croire à Daech qu'il était tout puissant fut simple à mettre en œuvre. Les YPG/YPJ mirent en place un repli bien ordonné et organisé de leur position jusque dans les alentours de Kobané. D'ailleurs ils purent évacuer la population sans encombre laissant peu de civils derrière eux, organisant de nombreuses embuscades très meurtrières. Mais Daech y vit une preuve de la faiblesse des Kurdes face à une avancée qui était facile dans des terres où d'habitude le moindre mètre gagné était une épreuve difficile. Il crut à une victoire facile face à des troupes qui fuyaient visiblement le champ de bataille. L'organisation djihadiste prit confiance surtout que pour eux un scénario à la Mossoul se dessinait. Un scénario où l'armée adverse fuit dans la débâcle, ce qui

a conduit Daech à tomber dans le panneau. Une partie de la réponse se trouve dans l'idéologie de cette organisation qui est complètement persuadée de sa suprématie. Sur-tout qu'après la victoire de Mossoul, l'organisation se sentait pousser des ailes. Mais ce ne sont pas les seules à tomber dans le piège... les états major occidentaux, persuadés eux aussi de leur supériorité, vont marcher les yeux fermés dans le piège tendu.

L'organisation djihadiste enregistra dès les premiers jours de combat des pertes ahurissantes. Ce que je viens d'écrire ici sur la bataille de Kobané est en réalité un récapitulatif d'un article publié le 13 octobre 2014, intitulé *Notes politico-militaire sur la bataille de Kobani*¹ sur le site de la tendance CLAIRE du NPA (article republié sur le site de Médiapart le 19 octobre sous le titre *La stratégie des Kurdes à Kobané*). Alors qu'au 13 octobre tous les états-majors du monde entier avaient analysé une défaite prochaine des Kurdes à Kobané, j'avais entrevu une victoire des YPG/YPJ. Par contre je m'étais gardé de donner un avis approfondi sur les frappes de la coalition.

Il est clair qu'au début les frappes de la coalition n'ont eu qu'un effet marginal dans les premières semaines de la bataille. Pour plusieurs raisons : la première est que ces frappes ont avant tout eu lieu à cause de la concentration de troupes excessives. Les bombardiers tiraient dans le tas sans véritable stratégie ou tactique derrière. Les premières frappes n'étaient pas coordonnées avec les Kurdes ce qui avait pour effet d'avoir presque aucune efficacité sur le terrain. Les Kurdes ne pouvant pas saisir le moment opportun pour contre-attaquer. Pire encore, le manque de renseignement local et de vol

de reconnaissance de la coalition avaient pour effet de cibler de mauvaises cibles. Les Kurdes avaient multiplié les déclarations en septembre et octobre pour expliquer que pendant que la coalition lançait des bombes de plusieurs mégatonnes sur des pick-up, les chars lourds continuaient leur besogne sans crainte. Autant dire que dans les premières semaines de la bataille l'intervention de la coalition, en particulier américaine qui assurait la quasi-totalité des frappes, étaient une véritable catastrophe.

De plus, l'état major des États-Unis était persuadé que la ville n'en avait plus que pour quelques semaines voire quelques jours avant que Daech en prenne totalement le contrôle. Il est également à noter que sa principale source de renseignement dans la région que constituait le principal membre de l'OTAN, la Turquie, n'était pas très pressée de bien renseigner les bombardiers de la coalition au vu du fait que la Turquie a tout fait pour contribuer à la chute de la ville : blocus presque total sur la ville et soutien militaire avéré à Daech à qui elle a livré armes et munitions à même pas 50 kilomètres du champ de bataille. De plus la Turquie considérant les YPG/YPJ comme une organisation terroriste a probablement dû faire pression sur son allié américain pour qu'il limite les frappes comme le trahissent certaines déclarations d'Erdoğan où il se plaint que le gros des frappes contre Daech se concentre sur Kobané pour sauver « seulement 2 000 combattants Kurdes », ce qui montre par ailleurs que lui aussi se raconte des histoires sur la véritable situation militaire sur le terrain, berné par nos fameux Kurdes.

Ces différents éléments vont retarder considérablement la co-

opération entre Kurdes et Américains, qui jusqu'à présent assimilent les milices kurdes syriennes liées au PKK à des terroristes. Mais la force des événements va pousser deux mondes complètement différents et opposés à collaborer. Il s'agissait pour les États-Unis d'améliorer l'efficacité de leurs frappes en vue d'affaiblir un maximum Daech avant que la ville tombe et il s'agissait pour les Kurdes d'obtenir un apport tactique inattendu.

Dans les premières heures de la collaboration en octobre, les choses étaient loin d'être au point. Les déclarations kurdes qui font état des résultats lors des premières semaines de collaboration sont peu satisfaisantes. Les premières frappes coordonnées arrivent des heures après que les Kurdes transmettent les positions à la coalition. Entre temps les lignes de front avaient souvent bougé. Pire Daech commença à reprendre ses habitudes de guérilla augmentant son potentiel de mobilité sur la ligne de front. Ainsi les positions que bombardait la coalition se retrouvaient souvent vidées de leur potentiel militaire.

Le véritable tournant commença en Novembre. L'arrivée des Peshmergas (grand allié des États-Unis dans la région et adversaire déclaré des Kurdes syriens) et de leur matériel lourd changea l'opinion de l'État-major de la coalition, qui devenait celle-ci : les Kurdes sont probablement très affaiblis par les combats et sont sans doute juste en capacité de tenir la ville. C'est-à-dire qu'il analysait que les Kurdes avaient perdu toute capacité offensive réelle mais avaient gardé suffisamment de forces pour maintenir des lignes de front stables. Par conséquent voyant une coopération plus longue que prévu, l'état

1. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=654>

major renforça véritablement sa coopération avec les YPG/YPJ.

A partir de ce moment seulement, c'est à dire en novembre, les frappes prennent de l'importance :

- **En octobre**, elles avaient changé un peu la donne en commençant à détruire l'artillerie lourde de l'État islamique et en cassant certains assauts par la destruction de positions nouvellement acquises contre les Kurdes. D'ailleurs c'est ce qu'avoue l'accompagnateur de Martin Weill au *Petit Journal* lors de sa visite à Kobané : la destruction de l'artillerie lourde de Daech permit aux Kurdes de respirer.

- **En novembre**, la coopération réelle prend son essor car l'état major se rend compte que les Kurdes tiennent bon contrairement à leur prédiction. La coalition pilonne massivement les routes de ravitaillement des djihadistes poussant ces derniers à réduire leurs ravitaillements en utilisant de simples mobylettes. Daech se retrouvât obligé de rétablir des méthodes de guérilla dont l'organisation avait l'habitude diminuant son potentiel offensif. La marque de cela fut l'impuissance à partir de ce moment à mener véritablement des assauts efficaces. Daech réagit en multipliant les attentats suicides dans l'espoir de faire plier les lignes de défense kurdes, qui atteignirent des niveaux d'une importance jamais vue : au final, il y en eut plusieurs dizaines durant la bataille (environ 70 en tout si ma mémoire est bonne).

- **Les mois qui suivirent**, les frappes de la coalition étaient suivies d'offensives kurdes meurtrières qui profitaient de la désorganisation occasionnée par les frappes pour porter des attaques

meurtrières dans les rangs ennemis.

En conclusion :

Ces aspects de la bataille sont d'ordre tactique et non stratégique. Les Kurdes arrivaient largement à tenir leurs positions même sans l'intervention des frappes aériennes. Les tactiques de guérilla urbaine qu'employaient les YPG/YPJ où ils laissaient Daech lancer ses assauts de jour, les exposant à des tirs violents et les contre-offensives nocturnes des YPG/YPJ qui connaissaient par cœur le terrain furent la véritable clé du succès tactique de Kobané. Pour les plus sceptiques d'entre vous, je vous recommande un article d'un ancien élève de Saint-Cyr en note de pied de page².

Il est décrit que dans le cadre d'un assaut urbain il faut une force 6 à 10 fois supérieur en nombre, et ce même avec des moyens militaires bien supérieurs, pour espérer arracher la victoire à son adversaire. Par conséquent les YPG/YPJ pouvant compter sur 4 000 à 5 000 hommes et femmes en armes et Daech n'ayant mobilisé au maximum que 10 000 hommes dans le meilleur des cas était déjà condamné avant même le début de la bataille, cela faisant au mieux un ratio de 1 contre 2,5, bien loin des 1 contre 6 requis dans le cadre d'une bataille classique. Et ce même si les combattants kurdes n'avaient été que 2 000 (ce qui n'est pas le cas) le ratio est de 1 contre 5, une fois de plus inférieur au minimum requis. Daech était galvanisé par sa victoire de Mossoul et aveuglé par sa pseudo-supériorité technologique, numérique et militaire. Par conséquent le seul véritable rôle des bombardements aériens fut d'épargner des vies de combattants des YPG/YPJ et de réduire le temps né-

cessaire à la reconquête de la ville. Rien de plus, rien de moins.

Les bombardements de la coalition et la prise de Tall Abyad

Une fois de plus, nous avons droit au battage médiatique sur le fait que les troupes des YPG/YPJ et leurs alliées avancent sur Daech "grâce" aux bombardements de la coalition. En mai-juin dernier nous y avons eu droit avec la prise de Tall Abyad. Cependant dans un reportage de France info intitulé "*Mercenaires : des idéalistes contre Daesh*"³. Un ancien militaire allemand qui a rejoint les YPG témoigne d'une façon limpide de l'efficacité des frappes aériennes en plein milieu d'une offensive contre Daech précédant l'attaque de Tall Abyad par les YPG/YPJ. A 26 minute et 30 sec :

la voix off : "*les avions de la coalition survole la zone. Ici, on les appelle du nom du président américain*"

un combattant : "*c'est Obama ! C'est Obama !*"

le journaliste au combattant allemand : "*ils attendent les avions ?*"

le combattant allemand : "*Peut-être, ils sont jamais au courant*"

Le journaliste : "*ça les aide beaucoup ? Les attaques aériennes, elles aident beaucoup les combats sur le terrain, non ?*"

Le combattant allemand (gêné) : "*ça dépend, quand vous avez un contrôle aérien, un JTAC, ou quelque chose comme ça alors oui ça aide beaucoup. Mais les frappes aériennes, je dirais que les frappes aériennes, pour la plupart, ne sont pas très efficaces. Parce qu'elles ne sont pas assez précises pour détruire le plus important comme les mortiers, l'artillerie lourde, les tanks, les*

2. <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2014/10/13/31002-20141013ARTFIG00178-syrie-pourquoi-la-bataille-de-kobane-ne-fait-que-commencer.php>

3. <https://www.youtube.com/watch?v=Wq41ZSXT-8>

véhicules blindés etc... Mais il y a un aspect très positif, c'est bon pour le moral! Quand ils entendent les avions ils sont tous très excités"

C'est un aveu d'inefficacité frappant. En plus du fait que ce n'est pas un média qui est a priori critique de ces frappes. Cela est tellement ridicule qu'il cherche une utilité aux avions de la coalition...

Une fois de plus on se rend bien compte que les bombardements de la coalition ont joué un rôle militaire mineur et limité. Le vrai fer de lance des avancées kurdes sont les milices des YPG/YPJ et leur système politique du confédéralisme démocratique est, à l'heure actuelle, la meilleure alternative politique d'envergure au Moyen Orient.

Les enjeux politiques

Maintenant nous allons nous pencher sur les implications politiques des différentes frappes aériennes vis à vis du Rojava dans la situation actuelle notamment par la nouveauté des frappes russes.

- Les frappes russes et le Rojava. Saleh Muslim, co-président des trois cantons du Rojava et membre du PYD (Parti de l'Union Démocratique, principale parti kurde syrien est assez hégémonique) a accueilli avec une certaine satisfaction les frappes russes. Certains lui reprocheront mais ses raisons sont très pragmatiques. Les frappes russes visent principalement des groupes islamistes ou djihadistes qui ont maintes fois attaqué les Kurdes par le passé et encore aujourd'hui dans le canton d'Efrin et dans le quartier de Sheikh Massoud où des groupes de l'ASL viennent de déclarer leur ralliement militaire au front Al-Nosra contre les Kurdes du "PKK"⁴. Ainsi ces frappes affaiblissent leurs adversaires déclarés. De plus d'un

point de vue politique, le renforcement de la présence militaire russe entrave de plus en plus le projet de zone tampon tant vanté par la Turquie dont l'objectif est d'occuper, de fait, militairement une partie du Rojava et d'empêcher la réunification des trois cantons. Il est de notoriété publique que les relations diplomatiques entre la Russie et la Turquie sont glaciales. Ainsi cela éloigne le spectre d'une invasion militaire par la Turquie du Rojava. Il en est de même pour les frappes aériennes du régime

- Les frappes de la coalition, ont un rôle militaire mineur mais un rôle politique majeur. Suite au soutien militaire qu'a porté la coalition aux YPG/YPJ, celle-ci s'est attribuée presque tout le prestige de ces victoires alors qu'elle y a joué un rôle secondaire. Mais l'effet pervers de cette politique médiatique du "grâce" est qu'ils sont obligés de reconnaître que les Kurdes sont leurs alliés militaires. Pire les YPG/YPJ sont les seuls qui enregistrent de véritables succès ! Pendant que l'armée irakienne composée de centaines de milliers d'hommes, suréquipés et soutenus par des frappes aériennes intensives peine à arracher la victoire à Tikrit et s'effondre à Ramadi, les Kurdes syriens avancent efficacement. Depuis la bataille de Kobané où ils étaient censés être affaiblis (preuve de plus que les YPG/YPJ ont littéralement berné les états-majors du monde entier), ils enregistrent un nombre de victoires impressionnant et ils ont plus que doublé le territoire qu'ils contrôlaient par rapport aux territoires qu'ils contrôlaient avant la bataille de Kobané. D'ailleurs les cartes parlent d'elle mêmes. Leurs effectifs ont également bondi.

Ainsi les lignes bougent dans la région. Les États-Unis sont obli-

gés de collaborer avec la branche du PKK syrienne, le PYD. Ils multiplient les déclarations de soutien au PYD qu'ils ne considèrent pas comme une organisation terroriste au grand dam de la Turquie qui se retrouve de plus en plus isolée dans son acharnement contre les Kurdes. D'autant plus que la Turquie a perdu en importance pour l'OTAN depuis la signature de l'accord entre l'Iran et les États-Unis. Récemment, les États-Unis ont déclaré qu'ils allaient armer les Kurdes syriens par l'intermédiaire des Kurdes irakiens. Traduire : ils vont fournir des armes au compte-gouttes par l'intermédiaire de leurs concurrents d'Irak. Mais cela est un changement majeur dans l'espoir de l'émergence d'un Kurdistan véritablement libre et autonome. Les États-Unis étant pris à leur propre jeu médiatique de leur lutte effrénée contre Daech, organisation largement soutenue par leur allié turc et dont ils se moquaient bien jusqu'à la chute de Mossoul, jusqu'à que cette organisation menace leur intérêt politique, militaire et bien sûr économique en Irak.

Les enseignements politico-militaires des frappes aériennes

Je pense qu'il y a deux enseignements majeurs à tirer, un concernant les Kurdes syriens, l'autre pour les militants politiques français et européens :

1) Il est important de surveiller l'évolution des relations entre la branche syrienne du PKK, le PYD et les États occidentaux en particulier les États-Unis. Pourquoi ? Parce que l'évolution de leur relation peut menacer sous deux angles la révolution en cours au Rojava. La première est la menace que représente la mainmise des impérialismes occidentaux sur le Ro-

4. <https://twitter.com/LinaArabii/status/650628946975924225>

java, ceux-ci faisant pression sur les Kurdes syriens par l'intermédiaire de promesses d'armement. Car ce qui manque cruellement au Rojava c'est du matériel lourd ou sophistiqué. Il faudra faire attention à ce que ce chantage ne se retourne par contre le Rojava. Déjà Saleh Muslim est venu deux fois en France. Ce dernier a affirmé que la France avait promis de l'aider. Pourtant l'aide tant espérée n'arrive toujours pas. Ces mêmes impérialismes qui font miroiter des armes aux Kurdes peuvent rapidement se retourner contre eux et l'histoire est truffée d'exemples de trahisons depuis les accords secrets de Syke-Picot. La ligne est simple : quand il s'agit du PKK les impérialismes laissent carte blanche à la Turquie pour réprimer le mouvement kurde dans son ensemble. Dans les *Chroniques Du Kurdistan*, je décris la boucherie mise en œuvre actuellement par Erdogan en Turquie dirigé contre les Kurdes. Ainsi l'équilibre des faveurs occidentale et fragile et peut rapidement tourner au vinaigre.

Pour le moment, le PYD a bien manœuvré, par pragmatisme, pour éviter une brouille diplomatique avec ces alliés militaires fragiles qui préféreraient mille fois avoir à faire à des brigades de l'ASL bien plus enclines à signer des contrats pétroliers et commerciaux en cas de victoire de la rébellion comme la Libye nous l'a bien montré.

2) Depuis des mois j'entends

un discours problématique dans la gauche révolutionnaire française, et pas seulement. Celui-ci a largement intégré l'idée que c'est grâce aux bombardements de la coalition que les Kurdes ont gagné à Kobané. Cette réalité dénote bien notre faiblesse actuelle face à la société du spectacle. La marchandise fétichisée ayant pris le contrôle de nos esprits critiques beaucoup d'entre nous avons dit Amen à cette doxa médiatique s'appuyant sur peu d'éléments concrets. Cette situation est d'autant plus révoltante et choquante que des professeurs d'université, des journalistes, des doctorants qui soutenaient pourtant le Rojava, censés être les gardiens d'un certain savoir se sont fait berner comme des bleus par ce discours construit de toute pièce par des état-majors dans le but de ne pas perdre la face. Cela en dit long sur nos manques d'approches critiques de nos propres médias et de notre propre impérialisme. Encore plus grave cela a également montré notre faiblesse de connaissance du fait militaire, nous manquons cruellement de stratégies. Cela nous en dit long également sur la méconnaissance du terrain où nous devrions concentrer nos regards sur cette révolution qui donne de l'espoir à des millions de gens à travers le Kurdistan en premier lieux aux femmes.

Pour une fois dans l'histoire du Kurdistan une véritable percée révolutionnaire s'est produite

après des décennies de guerre impitoyable et de génocide. Et nous blancs occidentaux ethno-centrés, nous sommes restés enfermés dans nos visions du monde bien tristes face à ce qui devient le nouveau centre de la révolution socialiste mondiale.

Maintenant il est temps de prendre les choses en mains et de clamer haut et fort : c'est grâce aux milices kurdes syriennes que Daech recule dans le nord syrien, c'est grâce aux Kurdes syriens qu'un système politique alternatif et véritable facteur de lutte contre la tyrannie et l'oppression est en train de naître sous le nom de confédéralisme démocratique. Il est temps de clamer haut et fort que c'est grâce aux kurdes syrien que la coalition enregistre ces rares victoires. La coalition nous abreuve de chiffres fantaisistes comme quoi ils auraient tué 10 000 djihadistes de Daech mais cela n'a aucune importance sans alternative politiques crédible, ce n'est que de la poudre yeux pour masquer leur échec total en Irak et en Syrie. C'est aujourd'hui grâce à la lutte des Kurdes dans tout le Kurdistan qu'une lueur d'espoir existe encore dans l'obscurité horripante du Moyen Orient d'aujourd'hui.

Il est temps pour nous de nous tourner vers les opprimés des opprimés d'Orient !

Raphaël Lebrujah,

11 octobre 2015

INTERNATIONAL

Traitement médiatique de la question kurde : le cas Ekin Van

Les révolutionnaires pestent souvent contre les médias de masse, à juste titre. La question kurde est particulièrement sujette à certaines manipulations médiatiques, quand ce n'est pas carrément un black-out médiatique. Alors que deux parties du Kurdistan sur quatre sont balayées par une vague révolutionnaire, ce à quoi il faut ajouter une crise politique du Kurdistan irakien, on ne nous en dit presque rien. Au mieux, dans l'espace francophone des grands médias, on apprend que la Turquie bombarde le PKK et que celui-ci commet des attentats. Pour ainsi dire, la question kurde se transforme là en « problème kurde »...

Kevser Eltürk dit Ekin Van, femme membre des YJA-STAR, branche armée féminine du PKK, fut abattue le 10 Août par l'armée turque dans les environs de Varto dans le district de Mus. Tout aurait pu s'arrêter là et elle aurait été de ces nombreux morts anonymisés dans un conflit sanglant qui ravage le Kurdistan Nord (situé en Turquie) depuis plus de trois décennies.

Mais les nationalistes en décidèrent, malgré eux, autrement. Le corps torturé d'Ekin Van fut traîné par les soldats des forces spéciales dans toute la ville de Varto « pour l'exemple », déshabillé et montré nu au public. Un militant nationaliste prit la photo du corps d'Ekin Van gisant sur le sol avec des soldats l'entourant après leur « parade » avec leur « trophée », et la photo fut diffusée sur les réseaux sociaux dans les milieux nationalistes qui l'ont partagée massivement avec de nombreux commen-

taires et de jolis petits « like ».



Disons le clairement : c'est ce qu'on appelle un féminicide avec l'élimination, l'humiliation du corps d'une femme, une femme qui résiste de surcroît au patriarcat dans l'armée autonome des femmes des YJA-STAR. Pourtant, dans l'espace médiatique francophone, on a bien peu entendu parler de ce crime infâme, que ce soit dans les médias mainstream ou dans les médias plus engagés. Il n'y a qu'à marquer le nom d'Ekin Van sur le moteur de recherche Google pour voir que la quasi-totalité des articles sur la question sont en anglais, les Kurdes se retrouvant bien seuls une fois de plus face aux crimes odieux de l'État turc, pourtant dénoncés par les Kurdes et de nombreuses associations de défense des droits de l'homme présentes sur place.

Le cas Ekin Van est exemplaire de tous les points de vue. Hélas, quand il s'agit de dénoncer frontalement un allié de l'occident et de l'OTAN, un allié qui torture des femmes non-blanches, non-chrétiennes et non-européennes en lutte et que ce crime se déroule en toute impunité, les réactions sont pour le moins discrètes. Pourtant le crime d'État et le féminicide sont avérés. Cela est d'autant plus scan-

daleux si on considère que des horreurs comme il est arrivé à Ekin Van, il y en a bien d'autres au Kurdistan, des milliers pour ne pas dire des millions, volontairement « invisibilisés » et renvoyés dans la longue Histoire des oubliés.

Nous détournons notre regard de ces horreurs, et c'est pourquoi je veux ici mettre le projecteur sur le cas Ekin Van, raconter son histoire, celle de l'« oubliée » et à travers cela mettre le doigt sur le choix conscient ou inconscient d'invisibiliser des crimes qui pourtant ont toute les raisons de faire la une des journaux ou tout du moins un article quand tout le monde kurde pleure ces femmes martyres, mutilées et exhibées en trophées de guerre.

Plus que jamais nous avons la possibilité d'écrire nos histoires, alors je vous raconte la mienne : celle d'un vent de colère emplissant mon cœur de révolte face au corps ensanglanté d'Ekin Van, qui se transforme en tornade face au silence des faiseurs d'opinions, des lanceurs d'alerte et de la blanchitude héritée de l'ère coloniale, celle qui anesthésie nos réactions et nos actions vis à vis de l'horreur qui pourtant se manifeste à deux pas de chez nous.

« les martyrs ne meurt jamais »... Vive Ekin Van. Vive la résistance du peuple kurde. Vive la lutte pour un Kurdistan libéré de l'armée et la police turques !

Sur le crime : <http://ekurd.net/naked-pkk-photo-sparks/-online-furor-2015-08-20>

Raphaël Lebrujah,

24 août 2015

INTERNATIONAL

Reconnaître que la Chine est une puissance impérialiste



Contribution dans le cadre des débats sur la stratégie du NPA¹

Il y a une grande frilosité chez certains marxistes à admettre que la Chine est devenue une puissance impérialiste. Certains relativisent sa croissance en n'y voyant que le « *développement du sous-développement* » (LO)², d'autres nient qu'elle soit ne serait-ce qu'un « *impérialisme naissant* » (CCR/FTQI)³.

Pourtant, la Chine est le 2^{ème} plus gros Produit intérieur brut (PIB). Elle est la première puissance industrielle dans de nombreux domaines, et dispose des plus grosses réserves de change au monde, environ le tiers, en bons du trésor états-unis essentielllement. Son niveau de recherche et développement est massif (2^e budget, 3^e pays pour le dépôt de brevets, même si les vieux impérialismes ont encore une nette avance technologique). De plus, elle a la deuxième armée

du monde, elle dispose de l'arme nucléaire depuis 1964, de sa propre station spatiale... Par la plupart des indicateurs, l'État chinois, bénéficiant d'une puissante dictature bureaucratique, a une force bien supérieure à celle de chaque pays européen.

La faiblesse relative du PIB par habitant n'est pas un argument suffisant

Certains pensent qu'il faut rapporter les indicateurs au nombre d'habitants. Le PIB/habitant de la Chine est en effet celui d'un pays en développement, où une grande partie de la population est pauvre. Mais cette pauvreté n'empêche pas que les millionnaires chinois soient aussi nombreux que les millionnaires japonais, ni le fait que plus de 25 millions de Chinois gagnent aujourd'hui plus de 25 000 euros par an⁴.

Par ailleurs, si l'on prend le PIB/habitant du Royaume-Uni comme comparaison, il était en 1913 de 3,5 fois celui du Japon, et il est aujourd'hui de 3,2 fois celui de la Chine. Or le Japon était clairement vu comme une puissance impérialiste montante par les marxistes de l'époque.

Changement structurel des exportations de Chine

Un autre argument mis en avant est que, derrière le dynamisme chinois, il y aurait les multinationales occidentales et japonaises. Il est clair qu'au début des années 1990, la Chine semblait dans la position de nombreux pays dominés : des multinationales du textile exploitaient la main-d'œuvre locale pendant que les métropoles gardaient le haut de gamme.

Mais la dynamique d'accumulation du capital ne peut pas res-

1. <http://www.npa2009.org/idees/reconnaitre-que-la-chine-est-une-puissance-imperialiste>

2. <http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/cercle-leon-trotsky/article/la-chine-nouvelle-superpuissance>

3. <http://www.ccr4.org/Basculement-du-monde-ou-enieme>

4. http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/02/04/d-ici-a-2022-les-classes-moyennes-exploseront-dans-les-pays-emergents_4359401_3234.html

ter à un niveau si élevé (la Chine a assuré le tiers de la croissance mondiale depuis 30 ans) sans changement qualitatif. Plus de 50% des exportations chinoises sont aujourd'hui à haute valeur ajoutée (high-tech, machines-outils...) et la part des capitaux chinois ou mixtes dans les exportations du pays a dépassé les 50% depuis 2009. L'Etat a joué un rôle actif depuis le début pour attirer les capitaux étrangers dans les Zones économiques spéciales, puis fixer de plus en plus de conditions (transferts de technologies, partenariat avec des entreprises chinoises...). Reflet de ce rapport de force croissant : la mise en veilleuse (du

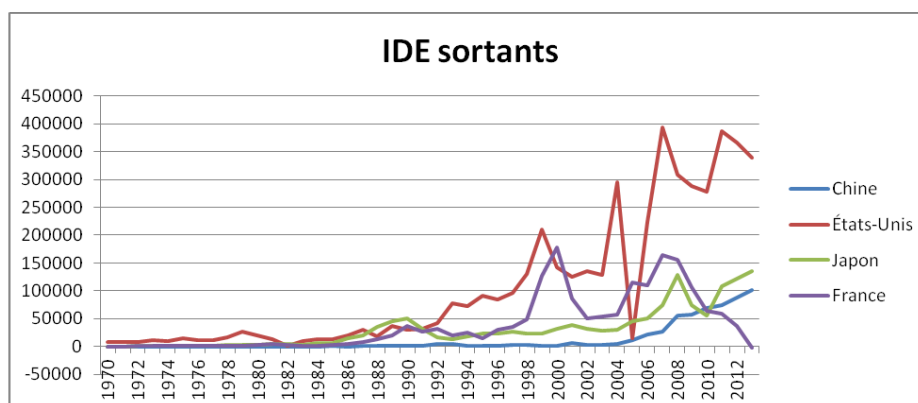
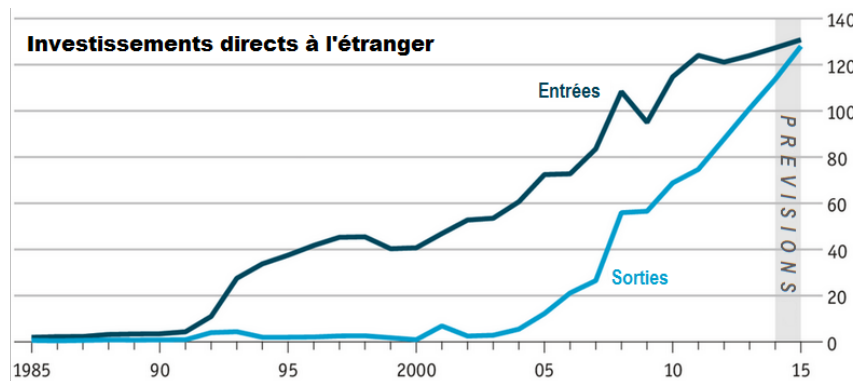
prétexte) des droits de l'homme dans les négociations ou encore l'admission dans l'OMC en 2001, malgré tous les reproches faits à la Chine (protectionnisme, sous-évaluation du Yuan, non respect de la propriété intellectuelle...). Et paradoxalement, la Chine a pu profiter de l'action de l'OMC en trouvant des douanes très ouvertes à l'international.

Ce processus historique a eu des conséquences qui n'avaient sans doute pas été prévues. Mais les capitalistes occidentaux n'avaient pas forcément le choix. Le recours croissant à la production *low cost* en Chine leur a permis de lutter contre la baisse de leur taux de pro-

fit, et de maintenir à peu près le pouvoir d'achat des travailleurs occidentaux malgré une exploitation accrue.

Si l'exportation des capitaux est bien un critère décisif, alors la Chine est impérialiste

Longtemps on pouvait dire que la Chine recevait plus d'investissements qu'elle n'en réalisait à l'étranger. Etant donnée l'importance que Lénine accordait à l'exportation des capitaux, on pouvait y voir une domination. Or cette réalité vient de basculer.



Les IDE émis par la Chine sont comparables à ceux du Japon et supérieurs à ceux de la France, même si le stock total est encore faible. Il faut voir aussi la différence

qualitative des IDE : les fusions-acquisitions représentent l'essentiel des flux d'IDE occidentaux depuis les années 1990, alors qu'en Chine leur part est négligeable.

Il est vrai que dans la finance, la Chine est loin derrière les vieux pays impérialistes. Si elle a les trois plus grandes banques mondiales, celles-ci sont peu présentes dans le

monde. Mais faut-il y voir un reflet de la force des pays occidentaux ou de leur désindustrialisation ? La force du jeune impérialisme chinois est clairement l'industrie, et on peut rappeler que les Etats-Unis ont détrôné l'Angleterre comme puissance industrielle (à la fin du 19^e) avant de la détrôner dans l'export de capital (années 1920), puis dans la finance (1945).

Le *Manifeste communiste* disait de l'Angleterre : « *Le bon marché de ses produits est l'artillerie lourde qui lui permet de battre en brèche toutes les murailles de Chine* ». Ironie de l'Histoire, la Chine a presque repris son ancienne position de première puissance mondiale par la même méthode. Et l'Union européenne si libérale s'adonne à des mesures protectionnistes, par exemple contre les panneaux solaires *made in China*.

De plus, les capitalistes chinois ont déjà commencé à racheter des entreprises européennes ou étatsuniennes (comme l'a fait le Japon dans les années 1970-1980 ou la Corée dans les années 1990-2000). Au point de déclencher des réactions politiques, comme le refus des

Etats-Unis de voir le groupe Unocal racheté par le pétrolier chinois CNOOC en 2005. Une série de lois ont été prises par plusieurs grandes puissances (France, États-Unis, Allemagne, Russie...) pour interdire les rachats étrangers dans les « secteurs stratégiques ».

Dans la région Asie-Pacifique, le centre de gravité s'est déplacé du Japon vers la Chine. Certains marxistes parlent de sous-impérialisme régional : c'est déjà mieux que de nier l'impérialisme chinois. Mais en fait les multinationales chinoises sont désormais sur tous les continents (1^{ères} pour les échanges avec l'Afrique, 2^{èmes} pour l'Amérique latine...).

Pour un marxisme vivant

La réticence de certains marxistes à admettre l'impérialisme chinois vient en partie d'une crainte de s'écarter de la théorie canonique sur l'impérialisme. Pourtant, il serait faux de prêter à Lénine une vision figée des rapports de force :

« *L'Allemagne était, il y a un demi-siècle, une quantité négligeable, par sa force capitaliste com-*

parée à celle de l'Angleterre d'alors ; il en était de même du Japon comparativement à la Russie. Est-il "concevable" de supposer que, d'ici une dizaine ou une vingtaine d'années, le rapport des forces entre les puissances impérialistes demeurera inchangé ? C'est absolument inconcevable. » ⁵

En fait, si bien des trotskystes refusent de voir dans la Chine une puissance impérialiste, c'est qu'ils s'en tiennent plus ou moins explicitement à l'idée de Trotsky, transformée en dogme, selon laquelle le capitalisme ne peut plus se développer au niveau mondial. Dès lors, malgré les faits, toute croissance est relativisée, les éléments de crise sont considérés toujours comme dominants et les rapports de force entre puissances comme à peu près immuables. Ici comme ailleurs, il est temps de rompre avec ce trotskysme des « Trente glorieuses » et de proposer des analyses marxistes intégrant les acquis trotskystes, mais refusant d'en faire des dogmes qui nous aveuglent sur la réalité.

Julien Varlin,

10 septembre 2015

5. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916

INTERNATIONAL

Les débats autour de la Grèce



Les débats de notre université d'été sont beaucoup revenus, logiquement, sur l'expérience grecque. Une expérience dont aucun révolutionnaire ne peut se réjouir, vu l'immense pouvoir de démobilisation qu'elle peut avoir dans le camp des travailleur-se-s.

Cela ne veut pas dire qu'il faudrait s'abstenir d'en tirer des bilans critiques, comme le disent certains camarades au nom du fait que "nous ne sommes pas en Grèce". Les camarades de la P1, qui pendant la dernière période ont refusé toute prise de position critique envers la politique de Tsipras, sont apparus gênés et incapable de faire un réel bilan. A l'inverse, pour nous, c'est justement parce que la trahison du noyau dirigeant de Syriza était prévisible qu'il fallait dénoncer fermement cette impasse. A l'échelle (réduite) du NPA, nous avons manqué une occasion de montrer aux sympathisant-e-s autour de nous l'utilité d'une boussole marxiste révolutionnaire.

Mais pour certains camarades (P3 essentiellement), il s'agirait d'utiliser cette boussole "entre nous" pour n'avoir aucune illusion, et donc pour nous centrer sur l'intervention dans les luttes, en appe-

lant à la grève générale contre les mémorandum. Effectivement, c'est une tâche centrale, nécessaire, et d'actualité aussi bien avant l'élection de Tsipras qu'après.

Mais nous ne suivons pas les camarades lorsqu'ils disent que tout autre mot d'ordre détournerait de cette tâche. De nombreux camarades de la P3 ont mis en avant le reflux des luttes coïncidant avec l'essor de Syriza. Sous-entendu : si aucun parti ouvrier n'avait émergé, les luttes auraient été plus fortes ? On ne peut pas faire cette généralisation. Les travailleur-se-s en lutte sont souvent les plus conscientes du rôle anti-social des gouvernements successifs : il est logique et même inévitable qu'ils réfléchissent à des alternatives politiques. Et si les dirigeants réformistes font en général tout pour freiner les luttes, c'est loin d'être gagné d'avance.

Nous continuerons à critiquer avec les camarades de la P3 la formule de "gouvernement anti-austérité" de la P1 qui s'adresse à toute la "gauche radicale". Mais de nombreuses interventions de leur part opposaient « les luttes » et les « débouchés politiques ». Ce n'est pas nouveau, mais nous

regrettons que les camarades ne mettent presque jamais en avant la perspective d'un gouvernement par et pour les travailleur-se-s. Un de leurs arguments est que "gouvernement" rime aujourd'hui avec élections pour les gens. Oui, mais à nous de nous appuyer sur le rejet croissant des élections pour populariser le projet d'un pouvoir autogéré à tous les niveaux.

Dans cette expérience grecque, il est aussi apparu clairement que les aspirations anti-austérité exprimées par Syriza se sont fracassées contre le cadre des institutions européennes. Nous défendons déjà l'idée qu'il s'agit d'un cadre réactionnaire (certains camarades du parti n'en sont toujours pas convaincus !), mais la capitulation de Tsipras en donne une preuve.

Pourtant, là encore les camarades de la P3 refusent d'en parler vers l'extérieur, au nom du fait que cela détournerait de la lutte de classe, et que cela donnerait de nouvelles illusions : après l'illusion d'un gouvernement anti-austérité, celle d'un gouvernement anti-euro. Ce risque existe bien sûr. Il est probable malheureusement que les camarades de la P1 vont réité-

rer leur soutien acritique à Tsipiras avec la direction d'Unité populaire autour de Lafazanis. Mais au moment où les lignes bougent, il est très important que nous y prenions part pour qu'elles bougent le plus possible. Certes les révolutionnaires peuvent éviter les tentations opportunistes en fermant les yeux, mais les travailleur-se-s y seront, elles et eux, soumis. C'est à notre avis une erreur de laisser les questions politiques générales aux autres forces.

On a ré-entendu que des courants de droite et d'extrême droite sont aussi contre les institutions européennes. C'est souvent vrai, mais pas toujours : les nazis d'Aube dorée s'opposent par exemple à la rupture avec l'euro. Mais la frange la plus fasciste est aussi contre les institutions nationales actuelles (parlements et tribunaux

bourgeois...) : est-ce qu'il faut leur abandonner cette critique ? En Grèce, c'est la gauche qui a le quasi-monopole de la critique radicale de l'UE. Ici, nous avons un gros retard face à l'extrême droite, qui peut tranquillement distiller l'idée que nous serions des "européistes" et "mondialistes".

Il faut polémiquer contre les illusions de relance du capitalisme (dans l'euro comme Mélenchon ou hors de l'euro comme Lafazanis), notamment en portant une critique radicale des keynésiens. Il faut dénoncer les illusions d'une lutte de classe qui se reposerait sur les urnes, alors que l'appareil d'Etat est gangrené par la réaction (à commencer par la police et l'armée pro-Aube dorée...). C'est une erreur d'opposer cette propagande à l'intervention dans les luttes.

Bien sûr il serait ridicule de

prétendre qu'un noyau révolutionnaire aurait pu à lui seul empêcher les illusions réformistes, dépasser Syriza par la lutte révolutionnaire, etc. Le mouvement ouvrier a tellement perdu de sa consistance dans les dernières décennies, que l'on ne peut pas réduire sa crise à celle de la "direction révolutionnaire". Et on ne peut donc pas réfléchir à l'expérience grecque uniquement sous l'angle des leçons stratégiques pour les anticapitalistes.

Dans la suite du référendum du 5 juillet, qui a exprimé un vote de classe très net, les comités du NON peuvent être un cadre de front unique et de politisation très important. Les révolutionnaires ont un rôle à y jouer.

Julien Varlin,

6 septembre 2015

INTERNATIONAL

Sur la tribune « Austerexit » de Besancenot, Ntavanellos et Urban



Olivier Besancenot (NPA - France), Antonis Ntavanellos (DEA - Unité populaire - Grèce) et Miguel Urban (Anticapitalis-

tas - Podemos - Espagne) ont publié sur Mediapart une tribune intitulée « Austerexit » : <http://blogs.mediapart.fr/edition/>

les-invites-de-mediapart/article/050915/austerexit

Cette tribune pose de très gros problèmes politiques. Alors que

nous devrions tirer de l'expérience grecque qu'il faut rompre avec l'UE et avec le capitalisme pour pouvoir en finir avec l'austérité, la tribune porte un message différent, voire s'efforce de faire la démonstration inverse ! Alors que le NPA doit discuter collectivement des leçons à tirer de l'expérience du gouvernement Syriza lors du prochain CPN des 19 et 20 septembre, Olivier Besancenot, notre principal porte-parole (de fait), qui signe d'ailleurs la tribune en tant que NPA, délivre ses réponses sans aucun mandat de l'organisation. Un très gros problème pour notre organisation politique qui est censée ne pas reproduire les pires travers des partis traditionnels.

Premier problème : l'incohérence fondamentale de l'analyse économique proposée.

Il est dit nous vivons une « *crise de rentabilité du capital, aggravée par des politiques d'austérité qui alimentent la récession économique* ». Or, de deux choses l'une : soit il s'agit d'une crise de rentabilité, et alors les mesures d'austérité agissent comme une contretendance à la baisse du taux de profit et sont des mesures « anti-crise » ; soit il s'agit d'une crise de sous-consommation (comme le pensent les antilibéraux) et alors en effet les mesures d'austérité aggravent la crise. Mélanger les explications revient à affirmer une chose et son contraire, à relayer le prêt-à-penser antilibéral derrière un vernis d'orthodoxie marxiste. Et comme nous allons le voir, cette analyse a des conséquences politiques et nous pousse logiquement à reprendre les réponses politiques des antilibéraux.

Deuxième problème : la tribune explique que les mesures du programme anti-austérité de Syriza étaient « largement digestibles par le capital européen ».

Autrement dit, la rupture avec l'austérité serait économiquement possible sans rupture avec le capitalisme et avec l'UE. Ce serait la mauvaise volonté politique des gouvernements européens qui serait le seul obstacle. Cette conclusion politique est en fait une conséquence de l'analyse économique proposée : les mesures d'austérité aggraveraient la crise, et donc les mesures anti-austérité seraient rationnelles économiquement. Pas besoin de rompre avec le capitalisme et ses institutions, il faudrait construire un rapport de force pour obtenir un coup de pouce des créanciers, des « *financements modestes au regard de la fortune colossale des créanciers* ». Pour les besoins de la démonstration, la tribune nous explique que « *l'annulation de la dette grecque ne pose pas plus de problèmes que cela* » (!), avec l'argument selon lequel « *la BCE a mis plus de 1 000 milliards d'euros sur la table, fabriqués ex nihilo, pour racheter des dettes publics ou privés* ». Sauf que ces rachats n'ont strictement rien à voir avec une annulation de dette ! Quand la BCE achète des titres de la dette publique, la dette n'est pas annulée... elle change de propriétaire, mais les remboursements se poursuivent ! Faire croire que l'annulation de la dette publique est une mesure anodine est absurde. Une annulation substantielle de la dette grecque, avec le risque que cela ouvre la voie à d'autres annulations, aurait des conséquences économiques en chaîne importantes et difficilement contrôlables dans un contexte de persistance de la crise

de suraccumulation du capital.

Troisième problème : le refus d'une rupture avec l'euro... au profit du « Austerexit » !

Ce mot d'ordre est une pirouette qui esquivait la question à laquelle nous devons répondre : comment rompre avec l'austérité ? Tout le monde veut rompre avec l'austérité, et donc il est vraiment ridicule d'agiter un tel mot d'ordre comme un substitut à la rupture avec l'UE et le capitalisme. Ce mot d'ordre est présenté comme une troisième voie face au « chantage » entre « memorandum » et « Grexit ». Or, il n'y a pas d'alternative entre la soumission à la Troïka et la rupture avec la Troïka, l'UE et l'euro. C'est la leçon que nous devrions tirer des 6 derniers mois, au lieu de sortir du chapeau une nouvelle formule creuse. Dire qu'il faut arrêter les politiques d'austérité « *soit dans le cadre de l'euro si la situation le permet, soit en dehors si la population ne parvient pas à imposer ses aspirations* », c'est continuer à alimenter l'illusion qu'il est possible de rompre avec l'austérité tout en restant dans l'euro.

Quatrième problème : la réduction du programme anticapitaliste à la nationalisation des banques.

Or, nous savons que cette mesure ne suffit pas. Mitterrand a nationalisé les banques, et celles-ci ont fonctionné au service des grands groupes capitalistes. La question clé, esquivée par la tribune, est celle de la propriété des grands moyens de production : soit ils sont sous le contrôle des capitalistes et le monopole public bancaire sera alors à leur service, soit ils sont sous le contrôle des travailleurs et la rupture avec le capitalisme pourra être engagée.

Cinquième problème : le soutien à Unité populaire sans dire un mot des camarades d'Antarsya.

Si on peut regretter que l'unité de la gauche du NON n'ait pu se faire pour les élections du 20 septembre, il est problématique d'apporter uniquement notre soutien

à Unité populaire (dirigée par des antilibéraux) plutôt qu'à des anticapitalistes qui ne se sont pas réveillés au mois de juillet pour combattre l'orientation capitularde de Tsipras. On peut comprendre que Mélenchon et les antilibéraux français ne jurent que par Unité populaire, qui est dirigée par des gens qui pensent comme eux, qui ne

veulent pas rompre avec le capitalisme. Mais le devoir des anticapitalistes en France est d'exprimer leur solidarité politique à l'égard de leurs homologues grecs, même si on peut discuter et contester leurs choix tactiques lors de l'élection du 20 septembre.

Gaston Lefranc,
5 septembre 2015

INTERNATIONAL

Retour sur l'expérience des Socialistes Révolutionnaires en Égypte



Contribution dans le cadre des débats sur la stratégie du NPA ¹

Sans se poser en donneur de leçons, il est juste d'analyser et de critiquer, au nom de l'internationalisme, la stratégie des forces révolutionnaires à l'étranger, en particulier quand elles évoluent dans des situations de crise révolutionnaire.

Les Socialistes Révolutionnaires (SR) d'Égypte (liés historiquement à la Tendence Socialiste Internationale) ont traversé une période révolutionnaire inaugurée par les manifestations du 25 janvier 2011 (suite au départ de Ben Ali en Tunisie). Le tyran Moubarak, dont le pouvoir semblait

inébranlable quelques semaines plus tôt, fut obligé de démissionner dès le 11 février. La mobilisation demeura en crue jusqu'au printemps 2013, qui a vu, à plusieurs reprises, des millions d'hommes et de femmes manifester dans les rues des grandes villes. Elle était marquée notamment par des grèves ouvrières avec occupation des usines et des ports, et par l'occupation massive et durable de points urbains stratégiques comme la place Tahrir. Les masses se sont aussi organisées à des échelles locales pour virer les « petits Moubarak » (patrons, gouverneurs...).

Pour endiguer cette irruption des masses sur la scène politique,

la bourgeoisie a d'abord employé la stratégie classique des élections-diversions. Pourtant, ces consultations ont rarement dépassé les 50% de participation, traduisant la défiance des masses à l'égard des institutions transitoires. La participation des SR à des fronts politiques (Coalition des Forces Socialistes puis Coalition Révolutionnaire Démocratique) avec des organisations conciliantes à l'égard des institutions ne leur servit pas à démontrer les limites et les ambiguïtés de leurs programmes. En soutenant l'ex-Frère Musulman (FM) Aboul Fotouh aux présidentielles de juin 2012, au lieu de défendre un programme révolu-

1. <http://www.npa2009.org/idees/retour-sur-lexperience-des-socialistes-revolutionnaires-en-egypte>

tionnaire articulant les revendications des masses à des mesures transitoires comme la nationalisation des usines, ils se désarmèrent pour la tâche centrale de la période, qui était de faire déboucher l'auto-organisation des masses sur un pouvoir des travailleurs antagonique à l'État bourgeois l'échelle mobile des salaires et le contrôle des travailleurs sur la production et la distribution. Ce sont les FM, parti islamiste bourgeois allié aux réactionnaires salafistes d'Al-Nour, qui surent conquérir le pouvoir dans l'État bourgeois en se présentant comme une force révolutionnaire dotée d'un programme social répondant aux aspirations des masses.

Dès novembre 2012, un décret du président Morsi (FM) réduisait presque à néant les acquis démocratiques de la révolution. Le compte à rebours de la contre-révolution était lancé. Ce virage autoritaire lui faisait perdre le soutien du parti bourgeois libéral et des réformistes, et relançait la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse. Celle-ci culminait au printemps 2013 par une vague de grèves et des manifes-

tations parfois considérées comme « les plus grandes de l'Histoire ». Suite à un coup d'État militaire en juillet 2013, elle fut réprimée dans le sang. Sous couvert de lutte contre le terrorisme islamiste, les forces réformistes et révolutionnaires furent elles aussi durement frappées par le régime de Sissi. Les SR formèrent alors un nouveau front politique (Thuwar) sur des bases 100% compatibles avec le capitalisme². Dommage, car la combativité des masses n'était pas éteinte, comme le montra la grève générale de février 2014 qui causa la chute du gouvernement Beblawi. Face à la violence du reflux, les SR eurent toutefois raison de rejoindre un front anti-répression (le « Troisième Carré »). Sur le plan institutionnel, l'élection manifestement truquée du président Sissi en juillet 2014 marquait néanmoins le retour à l'ordre bonapartiste d'avant la révolution.

Les SR ont donc raison de considérer le régime comme l'ennemi principal. Dans ce cadre, un front contre la répression peut être envisagé y compris avec les FM sur la base de revendications démocratiques minimales : multipartisme,

droit de manifester, etc. Certains observateurs comme Achcar ou le camarade Chastaing avancent que la période révolutionnaire n'est pas encore close, soulignant des évolutions souterraines, par exemple des progrès dans le statut de la femme. Si tel est le cas, le parti doit rendre visibles ces évolutions pour démontrer aux yeux des masses la continuité du processus révolutionnaire. Autrement, il faut surtout consolider les acquis de la période qui s'est refermée en assurant la liaison entre les secteurs les plus combatifs du prolétariat et de la jeunesse, par exemple en œuvrant au rapprochement des syndicats lutte-de-classe issus de la révolution et des fractions antibureaucratiques des grandes centrales. Dans l'un et l'autre cas, il faut faire le pari d'une nouvelle vague révolutionnaire à venir et donc préserver l'organisation du parti et son lien avec les masses tout en tirant les conclusions de l'expérience chèrement acquise dans ce chapitre de la lutte des classes.

Lakhdar Bouazizi,

10 septembre 2015

2. <http://socialistworker.org/2013/10/10/a-revolutionary-front-in-egypt>

INTERNATIONAL

La crise financière qui vient...



Article pour l'Anticapitaliste n°301 du 3 septembre 2015

La bourse de Shanghai a plongé lundi 24 et mardi 25 août de 16%, entraînant l'ensemble des places financières dans la tourmente. La chute a ensuite été contenue en fin de semaine, mais les épisodes de crise se font de plus en plus rapprochés (Shanghai s'était déjà effondrée de 8% le 27 juillet) et brutaux. Ils sont annonciateurs d'une crise financière de grande ampleur alors que l'économie mondiale est en quasi-récession et que les liquidités abondent comme jamais.

Les spéculateurs prennent conscience de la dégradation de la situation économique, en particulier dans les pays « émergents ». Selon l'économiste Artus, la vraie croissance chinoise (estimée à partir de la consommation d'électricité, des importations) est aujourd'hui à 3% (et non à 7%). Les fortes hausses de salaires ont fortement dégradé la rentabilité du capital. Le taux de vacance dans l'immobilier est autour de 20%. De très mauvais chiffres de l'activité manufacturière et la dévaluation du yuan ont paniqué les boursicoteurs.

Mais au delà de la Chine, c'est

l'ensemble des « émergents » qui sont en difficulté, notamment les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud). La chute du prix des matières premières (-40% depuis 2011) les touche durement. Les profits chutent, le chômage augmente, les capitaux s'en vont, les réserves de change fondent. Et les monnaies se déprécient, augmentant le coût des remboursements des emprunts en dollars. Les pays qui ont d'importants déficits commerciaux (Brésil, Indonésie, Afrique du Sud) sont particulièrement exposés.

Les conditions d'une véritable reprise ne sont toujours pas réunies dans les vieux pays impérialistes. Les économies européennes ne se sont pas désendettées, condition *sine qua non* d'une reprise de l'investissement. Les profits aux États-Unis stagnent et le secteur pétrolier est en crise. Le Japon a replongé en récession au second trimestre.

Les bourgeoisies sont totalement désemparées. Elles n'ont pas de solution pour faire repartir l'accumulation du capital. L'augmentation du taux d'exploitation ne suffit pas. Il faudrait une purge du capital réel et fictif pour faire

repartir les économies. Mais les bourgeoisies continuent à mener une politique monétaire ultra-expansionniste qui fait exploser la liquidité mondiale et alimente les bulles financières. Des sommes de plus en plus considérables peuvent ainsi basculer très rapidement des actifs risqués vers des actifs non risqués (obligations publiques les plus sûres, cash) déclenchant une très grave crise financière et économique. Pourtant, les bourgeoisies sont tentées de poursuivre la fuite en avant. La Réserve fédérale US diffère sans cesse la hausse des taux qui n'ont pas augmenté depuis... 2006.

En mars 2015, un rapport islandais¹ a proposé une réforme radicale, dans le cadre du capitalisme, du système monétaire : enlever aux banques commerciales le pouvoir de création monétaire et attribuer ce pouvoir à la seule banque centrale. L'objectif est d'exercer un contrôle public sur la monnaie et d'éviter que celle-ci alimente la spéculation financière. Cela ne mettrait pas fin aux crises mais cela en limiterait l'ampleur. Mais les capitalistes ne veulent surtout pas qu'on limite leur pouvoir et

1. <http://www.forsaetisraduneyti.is/media/Skyrslur/monetary-reform.pdf>

qu'on introduise une logique de contrôle et de socialisation. Nous voulons pousser cette logique jusqu'au bout : une sortie de crise

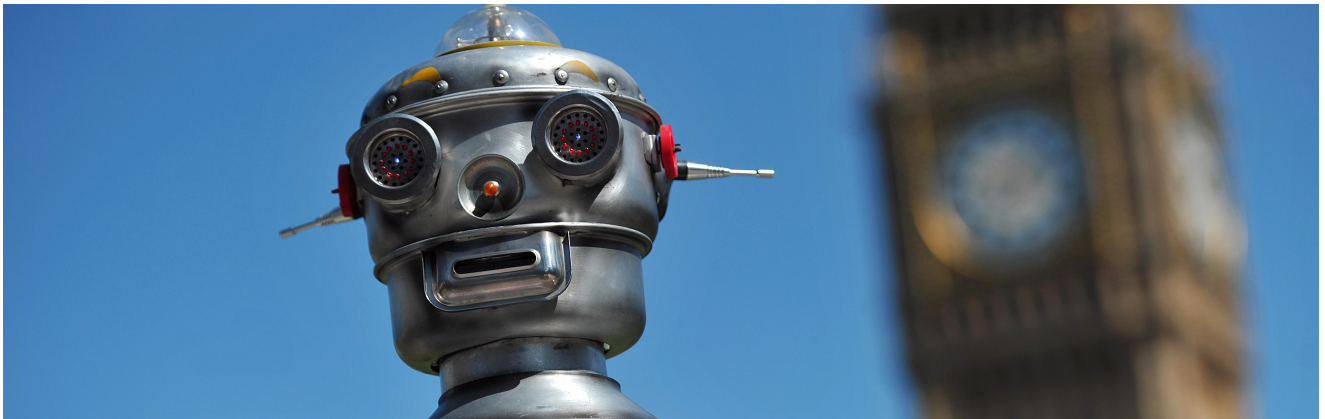
par le haut exige d'une part la socialisation du secteur bancaire et le contrôle des travailleurs sur la monnaie, d'autre part la socialisa-

tion des secteurs clé de l'économie et de l'investissement.

Gaston Lefranc,
3 septembre 2015

INTERNATIONAL

Sur la lettre ouverte des chercheurs en Intelligence Artificielle et Robotique contre les armes robotiques autonomes



La semaine dernière, une lettre ouverte¹ signée par plus de 1.000 chercheurs en Intelligence Artificielle (IA) ou Robotique et appelant à un traité interdisant les “armes offensives autonomes” a été rendue publique au congrès mondial de recherche en IA². Cette lettre a depuis été signée par plus de 2.500 chercheurs du domaine et plus de 15.000 autres personnes, dont le célèbre physicien Stephen Hawking ou encore le patron de Tesla Motors, Elon Musk. Si les grands media ont rapidement accordé une grande publicité à cette lettre – en l’associant principale-

ment aux célébrités mentionnées – le succès de celle-ci auprès des chercheurs doit avant tout à l’effort de certains d’eux (comme Stuart Russell ou Noel Sharkey, qui figurent parmi les premiers signataires) et de militants humanitaires qui, depuis plusieurs années, ont tiré la sonnette d’alarme contre les armes robotiques, à travers des initiatives comme l’organisation de forum de discussion dans les différents congrès académiques, la construction du Comité International pour le Contrôle des Armes Robotiques³, l’impulsion du cycle de discussion à l’ONU sur les armes

autonomes⁴ ou encore la campagne “Stop killer robots”⁵.

Mais si cette lettre a bénéficié d’une telle publicité, notamment de la part des grands media des puissances impérialistes comme *The New York Times* ou *Le Monde*, c’est qu’elle n’est en réalité pas si ... menaçante. En effet, la lettre précise d’emblée et sans ambiguïté qu’elle s’intéresse uniquement aux armes autonomes et exclut explicitement les “missiles de croisière” et les “drones pilotés à distance”, pour lesquelles “des humains prennent toutes les décisions de ciblage”. Or ce sont les drones qui

1. http://futureoflife.org/AI/open_letter_autonomous_weapons

2. <http://ijcai-15.org/>

3. <http://icrac.net/>

4. <http://www.unog.ch/80256EE600585943/%28httpPages%29/6CE049BE22EC75A2C1257C8D00513E26?OpenDocument>

5. <http://www.stopkillerrobots.org/>

sont aujourd'hui les armes robotiques (semi-autonomes) les plus utilisées – principalement par les États-Unis et leurs alliés) – et qui génèrent le plus de contestations à travers le monde. Un grand nombre d'études⁶ ont en effet établi l'énorme coût pour les civils dans les zones frappées par les drones américains, aussi bien en terme de morts innocentes que de dégradation des conditions de vie à cause de la présence terrifiante et permanente des drones.

Ce choix de restreindre la portée de la lettre est dû à deux principaux facteurs. Pour certains des initiateurs de la lettre, c'est précisément le caractère *totale*ment autonome des armes robotiques qui en

ferait des armes dangereuses pour les civils en particulier et pour le futur de l'humanité en général : les drones téléguidés ne seraient pas nuisibles en soi. Pour certains d'autres, ce choix est stratégique en ce qu'il permet de rassembler plus largement tout en évitant de se mettre à dos les médias et les gouvernements occidentaux. Dans tous les cas, ce choix peut se révéler contre-productif car il risque de détourner le combat actuel et nécessaire contre les drones tueurs vers un combat "virtuel" contre des armes qui n'existent pas encore, et qui ne sont pas forcément dans les plans immédiats des différentes puissances impérialistes.

Malgré ce défaut important,

cette lettre est d'une importance cruciale dans le combat général contre les armes robotiques car c'est la première initiative à avoir suscité l'adhésion d'autant de chercheurs (beaucoup de signataires n'ont en effet jamais signé de pétition de leur vie) et à être aussi connue du grand public. Elle peut donc servir de point d'appui précieux pour commencer ou approfondir la discussion avec les chercheurs en IA et en Robotique sur la question des armes robotiques en général, et par extension, sur les crimes de l'impérialisme et du capitalisme dans les régions où ces armes sont entrain de sévir.

Un chercheur en robotique,

5 août 2015

6. Voir par exemple :

- "Living under drones : Death, Injury, and Trauma to Civilians from US drone practices in Pakistan", Stanford and NYU Schools of Law, <http://www.livingunderdrones.org/report/>
- "Between a drone and Al-Qaeda, the civilian cost of US targeted killings in Yemen", Human Rights Watch, <http://www.hrw.org/reports/2013/10/22/between-drone-and-al-qaeda-0>
- "Will I be next ? US drone strikes in pakistan", Amnesty International, <http://www.amnestyusa.org/research/reports/will-i-be-next-us-drone-strikes-in-pakistan>
- *Théorie du drone*, G. Chamayou, Éditions La Fabrique.

Sommaire

France	(p. 1)
– Soutenons les salarié-e-s d’Air France	(p. 1)
– S’opposer à l’université austéritaire et concurrentielle, rompre avec l’université capitaliste	(p. 2)
– Quelles suites après la manifestation réussie contre la réforme du collège ?	(p. 4)
– Marche de la dignité 31 octobre	(p. 5)
– Victoire des grévistes de l’hôtel W Paris Opéra !	(p. 6)
– Chroniques de la Blanchisserie I : Interview d’un ouvrier précaire	(p. 7)
Écologie	(p. 11)
– COP 21... ou Comm’ 21 ?	(p. 11)
– Volkswagen et les gesticulations de Royal	(p. 13)
– Pas de capitalisme sans productivisme... pas de communisme du 21e siècle sans rupture avec le productivisme	(p. 14)
– « Plus Bure sera leur chute » : un camp contre la poubelle nucléaire	(p. 15)
– Tract contre l’enfouissement des déchets nucléaires à Bure	(p. 16)
NPA	(p. 18)
– Un CPN paralysé... qui confirme l’urgence ET la possibilité d’une nouvelle majorité	(p. 18)
International	(p. 20)
– Vive la résistance de la jeunesse palestinienne	(p. 20)
– Les bombardements aériens en Syrie et le Rojava	(p. 22)
– Traitement médiatique de la question kurde : le cas Ekin Van ...	(p. 30)
– Reconnaître que la Chine est une puissance impérialiste	(p. 31)
– Les débats autour de la Grèce	(p. 34)
– Sur la tribune « Austerexit » de Besancenot, Ntavanellos et Urban	(p. 35)
– Retour sur l’expérience des Socialistes Révolutionnaires en Égypte	(p. 37)
– La crise financière qui vient... ..	(p. 39)
– Sur la lettre ouverte des chercheurs en Intelligence Artificielle et Robotique	(p. 40)

Qui sommes nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militant-e-s venant de l’ex-Groupe CRI, certain-e-s de l’ex-LCR et d’autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l’ensemble de ses élaborations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d’autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives à l’orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d’un véritable parti révolutionnaire et projet d’une recomposition de la gauche de la gauche est à l’origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité à la lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l’objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin Au CLAIR de la lutte (N ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d’Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63